rouge

quotidien communiste révolutionnaire

2F

Algérie 1.75 dinar. Belgique 20 FB. Grèce 22 DR. Hollande 1 florin. Italie 350 L. Luxembourg : 15FL. Maroc 2.30 dirams. Portugal 15 escudos. Suisse 1FS

N° 695 MARDI 11 JUILLET 1978

PROCES DE MOSCOU :

Manifestation aujourd'hui

Liberté pour Chtcharanski, Guinzbourg et tous les dissidents ! Rejoignez le cortège de la LCR, 18 h 30 Place de la République (devant la Toile d'Avion)

Franco parti, la police reste...

ILS ONT TUE « GARIN »

• Plusieurs dizaines de milliers de personnes aux obsèques du camarade de la LKI (LCR en Euzkadi) assassiné par la police à Pampelune

• Grève générale, hier, en Navarre

Plusieurs centaines de ses camarades de la LCR, poing levé, et brassard noir au bras, ont accompagné, hier matin, de l'hôpital au cimitière de Pampelune, le corps de German Rodriguez Sainz, ce vieux militant d'ETA VI, que tous appelaient « Garin », qui a été abattu samedi d'une balle dans la tête par le bunker policier.

Sur la photo, le cercueil porté par des représentants de tous les syndicats et partis ouvriers de Navarre arrive au cimetière où se sont concentrés plusieurs dizaines de milliers de personnes pour un dernier hommage à ce militant exemplaire qui avait dirigé la grève générale de 1973 à Pampelune.

COUP D'ETAT MILITAIRE EN MAURITANIE

Lire page 3

SOUS LE VOILE, LES FEMMES D'ALGERIE

Lire pages 7 et 8

GRIFFET : A NOUVEAU LA GREVE

Lire page 5

courrier

Peut-on dialoguer avec les fantômes?

Précisons tout de suite que cet article n'a pas pour fonction de présenter Wunderblock et son travail aux lecteurs de « Rouge », mais uniquement de répondre à un précédent article de Brossat qui altère, par son injustice, les conditions d'une telle présentation.

C'est, en effet, avec stupéfaction que nous avons lu l'article de Brossat. D'abord parce que son ton jure avec la position courageuse qu'il a su prendre sur l'affaire de la censure de Bazooka. Sans doute son amitié pour l'un des auteurs de Wunderblock a-t-elle anesthésié la vigilance critique de son jugement. En effet la brutalité sommaire avec laquelle il sépare l'excellence de son ami de l'abjection des autres auteurs a quelque chose de surprenant. L'étonnement nous a amenés à réfléchir un peu sur son sens.

La coloration personnelle que l'adresse amicale donne à son article, si elle est une dimension positive de tout jugement littéraire, trouve sa limite lorsqu'elle provoque un aveuglement unilatéral sur le reste. Brossat fait reposer son jugement sur le seul sentiment. La conséquence logique et paradoxale d'une telle démarche, c'est que le concept n'apparaît plus, pour lui, que comme « sentiment travesti ». C'est le concept lui-même qui devient l'irrationnel... Et c'est là, avec Brossat, le fond de l'affaire : il semble qu'il soit déchiré entre son sentiment et sa raison politique. Ce genre de scission, source d'un profond désarroi que nous questionnons dans notre travail, existe d'ailleurs chez nombre de militants. Ceci apparaît clairement dans son article : « une évidence de notre vie, au revers, au rebours de la vie de militant ». Ce revers sentimental de la raison militante provoque, semble-t-il, dans le jugement de Brossat d'étranges déformations, de bizarres jeux d'ombres... Une telle scission est aussi le signe d'une fragilité de la « raison politique » tant que le sentiment s'y oppose et se maintient à son revers. On comprend alors que les insomnies de Brossat soient hantées de revenants en tout genre. Ne nous étendons pas trop sur l'insistance répétitive de ce thème du spectre d'un Wunderblock à mille visages, qui, comme Zorro, « revient », masqué, maquillé d'un « habillage philosophique », etc. Pourquoi ce stylo d'exorciste ? En croyant conjurer l'esprit malin, Brossat repousse une appréhension dialectique qui refuse la séparation, qui lui est chère, du sentiment et de la raison du militant. C'est le concept qui terrorise Brossat. Il n'y a pourtant pas de quoi s'effrayer tant ! Les monstres de la nuit ne hantent que l'étroitesse de la raison dogmatique, justement parce que, selon Hegel, elle refuse de regarder la nuit en face. Au contraire le concept philosophique, que Brossat dénigre comme une alchimie charlatane (il dit « philosophalment » au lieu de « philosophiquement »), avait au moins, chez Hegel et Marx, le mérite de tenter un dépassement de cette opposition. Déjà la notion d'une volonté politique dépasse chez eux le partage du sentiment privé et de la raison publique. Tout notre effort de compréhension, que Brossat du haut de son mépris rejette comme de la pacotille, consiste précisément à poursuivre la recherche, dans ce souci et dans les situations nouvelles qui sont les nôtres, d'une véritable intégration subjective : penser ce que pourrait signifier une volonté politique, ouverte au désir et antidogmatique.

Nous savons ce que le langage que nous utilisons peut avoir de difficile pour le lecteur. Mais nous cherchons à exprimer les choses de la façon la plus claire sans nous dissimuler l'effort nécessaire que l'intelligence de ces problèmes demandent. Ce que nous cherchons, c'est que le rapport de l'organisation à un travail théorique ne lui « revienne » pas sous la forme du spectre nocturne que Brossat agite, mais que cela lui arrive en pleine clarté, dans son quotidien, effectivement. Cela nécessite un dialogue que nous désirons, mais qui implique une présentation honnête de notre travail.

Une présentation honnête signifierait, entre autres, de ne pas faire l'amalgame avec la « nouvelle philosophie » dont, manifestement, Brossat ignore les positions sur l'affaire Baader. En effet ses positions sont diamétralement opposées aux nôtres : Bernard-Henri Lévy dénonce les « terroristes » comme tels. Il faut éviter l'erreur fréquente qui consiste, depuis l'apparition de ladite « nouvelle philosophie », à lui assimiler toute réflexion et toute approche philosophique des questions politiques. L'honnêteté consisterait, par exemple, à ne pas « oublier » que P. Péju (l'ami) est aussi l'auteur d'un éditorial de Wunderblock sur la RAF, d'ailleurs publié antérieurement dans les colonnes de « Rouge »...

C'est triste à dire, mais il faut rompre avec un réflexe de censure que semble bien ancré et qui ne peut aboutir qu'à une désinformation des lecteurs de « Rouge ». Nous voulons considérer l'article de Brossat comme un faux départ pour un faux débat. Nous attendons une véritable présentation de Wunderblock pour un vrai dialogue.

Denis Godefroy, militant LCR ; Bernard Govy ; Raphaël Lellouche ; Christine Miclot, collaboratrice à la rubrique culturelle de « Rouge » ; Jean Claude Thévenin, membres du collectif Wunderblock.

courrier

Pendant les travaux, la vente continue

Un matin
Je me réveillerais
Il ferait un temps superbe
Les cris des enfants
Le claquement des skates
Entreraient dans la chambre

Je mettrais la radio
Et alors et alors

Giscard serait mort
Dans le lit de la belle Adjani
Bigeard dans un accident
de voiture

Le pape fou et gaga
Ferait des bras d'honneur
Au balcon de Saint-Pierre
(Devant cent mille fidèles)

La veuve Kennedy
Irait nue
Dans les rues
De Lima

Une baleine énorme
— Et antisoviétique —
Croquerait les croiseurs de
Brejnev
Dans les ports de Mourmansk et d'Arkangelsk

Les conseils ouvriers
Enfin
L'emporteraient
Aux Bahamas.
Je veux dire
Il se passerait
Quelque chose.
(Et il ferait un temps superbe)

Félix Potin

Je désire prendre contact avec la LCR

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

PROFESSION .....

LIEU DE TRAVAIL .....

A retourner à « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

VACANCES ROUGES EN EUZKADI

Dates des séjours

Du 10 au 19 juillet
Du 19 au 28 juillet
Du 1 au 10 août
Du 10 au 19 août
Du 19 au 28 août
Du 28 août au 6 septembre

PRIX D'UN SEJOUR

450F (250F d'acompte + 200F)

(3 repas/jour et hébergement)

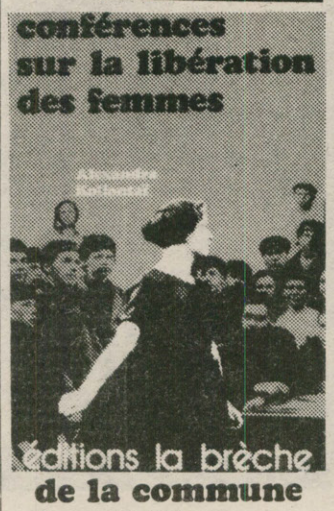
Tous les problèmes financiers sérieux peuvent et doivent être discutés

Pour tous renseignements et inscriptions : Ecrire au 10 impasse Guéménée, Paris 75004 ou téléphonez au 272.88.96 ou au 272.68.82

Une permanence est assurée les lundi et vendredi soir

Rédaction-administration :
2, rue Richard-Lenoir
93 108 Montreuil
Tél : 808.00.80 à 84
Télex : PRENO A 211.628 F
Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication :
Alain Bobbio
Numéro de la commission paritaire :
46.722.
Imprimé par Rotographie à Montreuil.

Lire et faire lire



de la bureaucratie

démocratie socialiste et dictature du prolétariat

ABONNEMENT « ROUGE » VACANCES
BULLETIN D'ABONNEMENT
(envoyer le bulletin au service abonnement.)

TARIF : (encadrer le tarif choisi).

Chèques à l'ordre de « Rouge ».

Période	15 jours	1 mois	2 mois
France	30 F	56 F	80 F
Etranger	50 F	90 F	135 F

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
Ville : .....
Code : .....
Période du ... . au .....

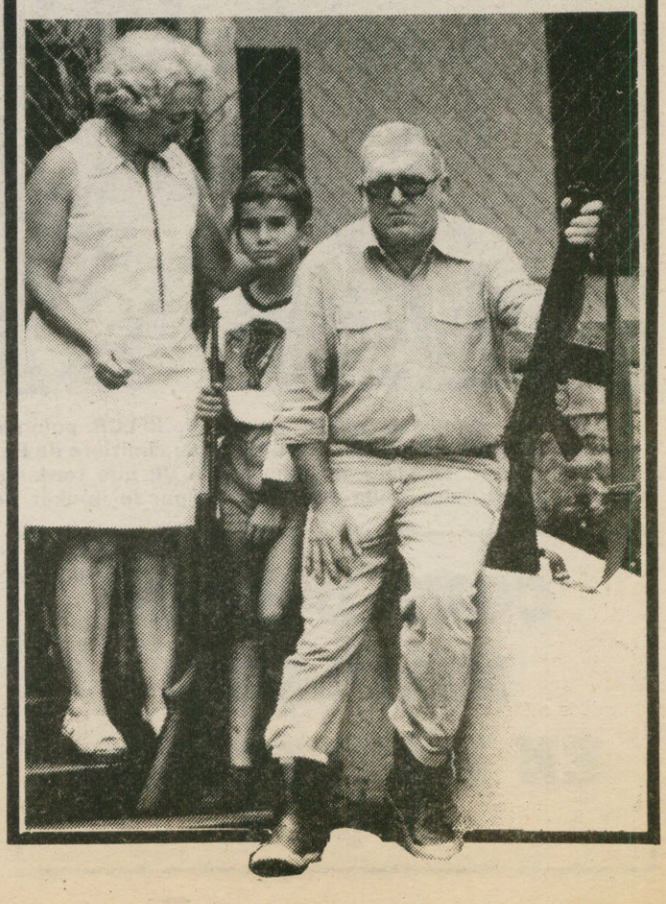
La dépêche en folie

L'aqueux crocodile

Les temps ne sont plus ce qu'ils étaient pour les gastronomes rodhésiens : le manque de devises étrangères fait qu'ils ont dû renoncer à un de leurs mets préférés, les queues de langoustes, pour des queues de... crocodiles.

Le très antique et respectable hôtel « Victoria Falls » accueille les gastronomes rhodésiens et étrangers dans la meilleure des traditions anglaises pour déguster son célèbre « crocodile Thermidor » à la sauce piquante.

Situé sur les bords des chutes du Zambèze, une des merveilles du monde, l'hôtel est fréquenté par des militaires ou des soldats rhodésiens en treillis, tout autant que par des touristes venus du monde entier pour goûter les queues de crocodiles. Et si l'on en croit le directeur de l'établissement, « les gens sont surtout un peu inquiets, mais la plupart apprécient ce plat inhabituel ».



L'autocollant porté sur toutes les chemises depuis hier à Pampelune

« GERMAN, LE PEUPLE NE PARDONNERA PAS »

Toute activité avait cessé lundi à Pampelune au moment où débutaient près du cimetierre de la ville les obsèques de notre camarade German Rodriguez Sainz, « Garin », tué samedi d'une balle dans la tête par la police.

Le gouverneur civil avait interdit que la cérémonie, à laquelle appelaient l'ensemble des partis ouvriers, se déroule sur la plaza del Castillo, au centre-ville. Des unités de « grises », la police armée gardaient tous les principaux édifices publics de la ville et patrouillaient sans arrêt dans les rues encore jonchées des débris des affrontements de samedi et dimanche soir.

Les barricades qui avaient été de nouveau édifiées dans la nuit de dimanche à lundi, tandis que de très violents affrontements opposaient pour la deuxième nuit consécutive plusieurs milliers de manifestants aux forces de l'ordre, ont été enlevés. Mais les artères du centre-ville restent jonchées de pierres, de boulons. Les dégâts matériels sont considérables. Plusieurs édifices publics ont été dévastés et la plupart de banques ont vu leurs vitrines brisées.

Les obsèques de « Garin » ont été prises en charge par les Penas, ces organisations de jeunes navarrais qui ont revêtu le costume basque traditionnel, tout de blanc, avec le foulard rouge, taché par un brassard noir en signe de deuil.

Aujourd'hui toutes les forces politiques se retrouvent pour condamner l'intervention de la brigade anti-émeute dans les arènes de Pampelune, une intervention que le gouverneur civil de Navarre a jugée « malheureuse ». L'UCD, le parti gouvernemental d'Adolfo Suarez et le conseil municipal de Pampelune ont également condamné l'intervention policière. Dimanche après-midi, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées près de l'endroit où est tombé « Garin », marqué d'une longue traînée de sang laissée par sa blessure. Des affiches de la guerre civile, des bouquets de fleurs et de petits drapeaux basques étaient déposés à l'endroit ou German était tombé.

Hier matin, la grève était générale en Navarre, en Biscaye, les entreprises Petronor et Westinghouse avaient débrayé, tandis qu'au Guipuzkoa c'était la zone du Goiherri et la CAF qui étaient paralysées.

La mort de notre camarade « Garin »

Témoignage d'un camarade de la LKI

« Il était 21 h 15. Après la charge de la police aux arènes, nous sommes plusieurs milliers de personnes à nous diriger vers le siège du gouverneur civil. Nous crions : « Presoak kalera » (« Prisonniers dans la rue »), « Policiers assassins », « Dissolution des corps répressifs ». German était très nerveux, très en colère. Il avait vu aux arènes un enfant avoir la tête ouverte par une balle de caoutchouc.

Nous parvenons sur la place où se trouve le siège du gouverneur civil. » Ils commencent à tirer sur nous des balles de caoutchouc et des grenades lacrymogènes.

Nous nous abritons derrière des tôles de chantier. Ils commencent à ouvrir le feu avec leurs pistolets sans que les gens se rendent compte exactement de ce qui se passe. Il parviennent petit à petit à nous refouler. Les blessés commencent à tomber. Arrivés aux Cortes de Navarra, nous commençons enfin à repousser les flics et à les faire reculer. Il est 10 h du soir. Nous continuons à avancer. Arrivés au croisement de l'avenue de Roncevaux, les « grises » remontent dans les jeeps et les cars, les manifestants les suivent en sautant de joie. Mais soudain, ils stoppent dans l'avenue de Rocevalles et redescendent. Ils tirent, cette fois-ci uniquement avec les mitraillettes. Je crois même avoir reconnu le bruit de plusieurs rafales de Cetme (fusil d'assaut espagnol). Ils tirent ainsi pendant plusieurs minutes, contre les manifestants qui se cachent derrière les voitures. German était à plus de cent mètres des « grises » quand une balle le frappe au front. Il perd immédiatement connaissance. Nous arrêtons une voiture pour le transporter à l'hôpital. Il ne respire déjà plus. « Garin » meurt avant son arrivée à l'hôpital. »

APPEL DU COMITE CENTRAL DE LA LCR APRES LE MASSACRE DE PAMPELUNE

Le comité central de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale), réuni à Madrid le 9 juillet 1978, ayant pris connaissance des très graves événements survenus à Pampelune au cours desquels les brigades anti-émeutes ont tiré sur la population et tué notre camarade German Rodriguez Sainz a adopté la résolution suivante.

1) Nous voulons rendre hommage à la mémoire de notre camarade German Rodriguez (« Garin») militant de notre parti depuis 1971, arrêté pendant la grève générale de Pampelune de 1973 et emprisonné pendant deux ans et demi pour son action dans cette grève. Ce fut un militant communiste révolutionnaire exemplaire que nous ne pourrons jamais oublier.

2) Nous entendons manifester notre indignation devant le massacre brutal de la population à Pampelune et des milliers de gens venus de tout l'Etat espagnol qui se trouvaient dans cette ville pour les fêtes, qui n'est que la continuation de la très longue série d'actions répressives contre les travailleurs et le peuple, actions menées par les corps répressifs en général et les brigades anti-émeutes plus particulièrement.

3) Nous exigeons la dissolution des brigades anti-émeutes qui, à deux reprises, en quelques semaines, ont mené des provocations armées à Pampelune (1). Nous exigeons la dissolution des bandes fascistes directement impliquées dans ces événements. Nous exigeons que tous les responsables de ce massacre, à tous les niveaux, soient identifiés et châtiés. Nous exigeons la démission immédiate du gouverneur civil de Navarre et du ministre de l'Intérieur Martin Villa, principal responsable des événements qui se sont produits.

4) Nous annonçons que notre parti va porter plainte et se constituer partie civile contre le chef de la brigade anti-émeutes de Pampelune et le gouverneur civil de la province.

5) Nous demandons aux députés des partis ouvriers de faire immédiatement une interpellation aux Cortès sur ces événements.

6) Nous appelons tous les partis, syndicats et organisations ouvrières et populaires de tout l'Etat espagnol, et plus particulièrement d'Euskadi, à organiser une riposte unitaire après ces événements, en solidarité avec les travailleurs et le peuple de Pampelune. Une telle riposte ne saurait être reportée pour des événements que nous condamnons comme l'exécution du juge de paix de Lemona (2). De même nous ne saurions admettre une fausse symétrie entre ce genre d'attentat et le massacre de Pampelune.

7) Nous pensons que les droits et les libertés démocratiques de notre peuple resteront menacés aussi longtemps que resteront intacts les corps répressifs hérités de la dictature. Nous continuerons à appeler les travailleurs à lutter pour leur complète dissolution, ainsi que celle des bandes fascistes armées ;

8) Nous voulons rappeler les objectifs fondamentaux que doit assumer la riposte unitaire au massacre de Pampelune : amnistie générale ; libération de tous les détenus politiques et des personnes interpellées pendant les événements de Pampelune, châtiment des responsables du massacre, démission du gouverneur civil et du ministre de l'Intérieur et dissolution de la brigade anti-émeutes.

Comité central de la LCR,
Madrid, le 9 juillet 1978

(1) Il y a un mois la police arrêtait 45 militants de la LCR retranchés dans leur local après avoir laissé impunément un groupe fasciste les attaquer à coups de feu pendant 3 heures !
(2) Survenue samedi et qui pourrait être le fait d'ETA.

Vers une solution « politique » du conflit du Sahara occidental ?

COUP D'ETAT EN MAURITANIE

Un Comité militaire de redressement national a pris le pouvoir en Mauritanie dans la nuit de dimanche à lundi. Le président Moktar Ould Daddah aurait été arrêté au moment où il s'apprêtait à quitter Nouakchott. Son éviction s'est apparemment déroulée dans le calme. Le secteur de la présidence et des ambassades était bouclé et d'importantes forces militaires y empêchaient toute circulation.

Aucun coup de feu n'a jusqu'à présent été entendu dans la capitale. Dans un communiqué diffusé par la radio nationale, la nouvelle équipe a annoncé avoir suspendu la Constitution, dissous « le gouvernement, le Parlement, le Parti du peuple mauritanien (PPM) et tous les organismes de celui-ci. » Ce communiqué ajoute que « le comité assume tous les pouvoirs jusqu'à la mise en place d'institutions démocratiques ».

Bien qu'aucune précision n'ait été fournie, au moment où nous bouclions, sur la personnalité des auteurs du coup d'Etat, certaines réactions internationales permettent d'en esquisser les intentions politiques.

Premiers concernés par cette opération, les représentants de la République sahraouie font preuve d'une extrême prudence. S'ils qualifient le renversement d'Ould Daddah de « bonne nouvelle » — illustration supplémentaire de l'instabilité de l'Etat mauritanien — en revanche, ils se bornent à rappeler que « le peuple mauritanien est parfaitement capable de faire face à l'expansionisme marocains. Les Mauritaniens ont le droit de faire sortir leur pays de la guerre et d'établir des relations fraternelles avec le peuple sahraoui ». Même réserve à Alger, où la grande expectative des milieux officiels tend à prouver que les options futures du CMRN sont pour le moins sujettes à caution. Car, d'autres prises de positions jettent le trouble.

Dans les milieux diplomatiques africains, certains caractérisent ce coup d'Etat de « nationaliste » mais « pro-occidental ». Les nationalisations de nombreuses sociétés étrangères et la sortie de la monnaie nationale de la « zone franc » aurait divisé, dit-on, l'ancienne équipe gouvernementale.

Pour sa part, le Maroc a qualifié de « très graves » les nouvelles en provenance de Mauritanie et précise que « si le bouleversement actuel devait aboutir à un remplacement du contingent marocain de 8 000 à 9 000 hommes stationnés en Mauritanie à la demande même du gouvernement de Nouakchott par des troupes d'un pays voisin tel que l'Algérie, il y aurait alors un grand risque d'affrontement dans la région. »

Mais dans le même temps, le directeur général de la SNIM (Société nationale industrielle et minière), qui exploite la principale richesse du pays, le minerai de fer de Zouérate, se félicitait, lui, du coup d'Etat. Il émettait en outre l'espoir que les nouveaux responsables s'efforceront de promouvoir « le libéralisme économique et la liberté d'expression » et que le CMRN « en coopération avec le Maroc et dans le respect de l'alliance mauritano-marocaine s'efforcera de trouver une issue satisfaisante à la situation de guerre actuelle dans l'intérêt des deux pays ».

Si ce coup d'Etat a des cause économiques internes évidentes — gabegie des deniers de l'Etat, manque de liquidité, inflation galopante, baisse du prix du minerai, sécheresse en agriculture — une de ses causes principales reste la guerre du Sahara occidental. Outre le coût payé par la production de minerai (attaques du Front Polisario), une masse importante des aides financières, devises et liquidités sont englouties dans l'effort de guerre. La présence sur le sol mauritanien des troupes marocaines est un facteur supplémentaire de crise intérieure.

Le coup d'Etat est-il donc une rationalisdation de l'appareil d'Etat et de son armée pour acquérir une plus grande efficacité, ou bien s'agit-il d'un projet politique plus vaste tendant à redonner à la Mauritanie les moyens d'un développement économique « autonome » plus conséquent.

Si tel était le cas, le souhait d'un « libéralisme économique », la rationalisation de l'appareil d'Etat ne seraient en rien contradictoire avec un règlement « politique » du problème du Sahara occidental, ce qui modifierait considérablement le système d'alliances politiques de la région.

Il est néanmoins assez paradoxal de croire que le Maroc et la France (dont près d'une centaine de conseillers militaires sont présents sur le terrain) aient assisté, passifs, au renversement d'Ould Daddah. En tout cas, cette situation devrait être évoquée tout à la fois au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui s'est ouvert à Khartoum (Soudan) et à Paris où se retrouvent peu fortuitement Bouteflika (Algérie), Jalloud (Libye) et Bourguiba (Tunisie).

Dans une lettre ouverte

Des militants du PS pour le « courant femme »

Vingt et un militants du PS, hommes pour la plupart, originaires de la région parisienne et de province ont rendu publique une lettre ouverte à Françoise Gaspard, Edith Lhuillier et Cécile Goldet.

Ces trois militants socialistes ont créé, on le sait un « courant femmes » dans le PS, le courant 3.

Les signataires de la lettre ouverte apportent leur soutien à cette initiative, dans laquelle ils voient un moyen de débloquer la situation au sein de leur parti : « En effet, écrivent-ils, depuis longtemps déjà le débat politique au sein du PS était bloqué. Les courants 1 et 2 n'étant plus des courants politiques mais des rassemblements de camarades ayant des intérêts communs de pouvoir à défendre. Cette situation fonctionnant pour le plus grand bénéfice des directions desdits courants. La création du courant 3 est venue à point pour bouleverser ces savants équilibres et donc permettre un déblocage qui réintroduit le débat politique dans le parti.

Les signataires, qui s'affirment solidaires de la lutte contre le patriarcat, s'inquiètent de l'abandon par le PS des terrains de lutte dans la jeunesse, dans l'armée, sur le nucléaire, l'écologie, les rados-libres, le régionalisme, l'école, la santé, etc. S'adressant aux animatrices du courant 3, ils écrivent : « Le courant qui, à l'intérieur du PS, luttera pour une meilleure prise en compte de l'ensemble de ces thèmes(...) sera à notre avis un pôle attractif pour de nombreux militants. ». Ils posent la question de l'élargissement du courant 3 à d'autres militants. Ils font valoir que, vu le fonctionnement actuel du PS, seuls, les courants représentés au comité directeur et au bureau du parti peuvent s'exprimer ; que le courant 3 n'aurait pas pu naître et s'exprimer si Françoise Gaspard n'était membre de ces instances dirigeantes. Ils appellent de leurs vœux un courant 3 « large, ouvert et décentralisé », et s'engagent à défendre son droit à l'existence « face aux attaques, voire aux calomnies qui semblent être aujourd'hui la seule réponse à votre initiative, des courants déjà installés ».

Stoléru liquide le principal organisme de formation des immigrés

● *L'Association pour l'enseignement des étrangers (AEE) assurait 50 % des actions d'alphabétisation*

Demain, les stagiaires des centres permanents de formation de la région parisienne de l'Association pour l'enseignement des étrangers (AEE) se réunissent à la bourse du travail de Saint-Denis, avec le soutien des unions locales CGT et CFDT. Mercredi, ce sera au tour du personnel de l'AEE de se réunir en assemblée générale à l'appel des syndicats CGT et CFDT qui organiseront, en fin de journée, une conférence de presse. Les raisons de cette mobilisation ? Rien moins que l'annonce officielle de la liquidation pure et simple de cette association selon la loi de 1901, qui assurait, à travers des cours dans les foyers, dans les entreprises, dans les prisons, en direction des femmes immigrées et des chômeurs, 50 % des actions d'alphabétisation en France. Depuis plus d'un an, des menaces pesaient sur un organisme dont le personnel était fortement syndiqué et avait, d'ailleurs, poursuivi une grève de plusieurs semaines l'année dernière pour tenter d'éviter le démantèlement. Depuis la fin de la semaine dernière, il est pourtant officiel.

« Un an après la grève du mois de juin 1977, la situation de l'AEE restait encore en suspens. Le 7 juin dernier, M. Fournier, de la Direction de la population et des migrations (DPM) au ministère du Travail, acceptait pourtant d'ouvrir des négociations sur l'emploi et les conditions de travail au sein de l'organisme. » Ce sont des représentants de la CGT et de la CFDT qui parlent. Amers. Avec l'impression, la certitude même d'avoir été « menés en bateau » durant un mois par un ministère qui poursuivait de tout autres buts que la négociation.

« Une solution de compromis était en vue, disent-ils. La DPM proposait la réembauche de tous les salariés temporaires — ils sont plus de 500 sur 900 salariés — au 15 septembre avec des contrats d'un an, renouvelables par tacite reconduction ; en contrepartie, les syndicats acceptaient la régionalisation — à laquelle ils s'étaient longtemps opposé par crainte qu'elle ne soit la première étape du démantèlement — et une augmentation de 25 % du temps d'enseignement hebdomadaire des formateurs et formatrices. »

Tout semblait donc aller pour le mieux et les salariés respiraient. Quand, le 4 juillet dernier, coup de théâtre : les représentants du ministère, derrière lesquels il n'était pas difficile de deviner l'ombre de Boulin, ministre du Travail, et Stoléru, secrétaire d'Etat aux Travailleurs immigrés, annonçaient la rupture des négociations. Deux jours plus tard, le 6 juillet, le conseil d'administration du Fonds d'action sociale (FAS), l'organisme public qui fournissait l'intégralité du budget de l'AEE, refusait de voter les fonds réclamés pour la poursuite des activités en juillet, août et septembre. De fait, cette décision signifiait la liquidation immédiate de l'AEE. Le bruit court d'ailleurs, ces jours-ci, qu'un liquidateur judiciaire aurait déjà été nommé.

« La concordance des dates n'est pas le fait du hasard », affirme aujourd'hui une formatrice. « Elle est la preuve évidente que la liquidation avait été planifiée par le gouvernement. Les négociations n'ont eu pour but que de nous faire patienter jusqu'à la fin du contrat des temporaires. » Ceux-ci — la majeure partie du personnel — avaient, en effet, des contrats qui n'allaient qu'au 30 juin 1978. Depuis le 1er juillet, ils étaient, donc, inscrits au chômage en attendant de souscrire un nouveau contrat en septembre, comme chaque année. Il n'y aura plus de contrats.

Ou du moins, plus pour l'AEE. D'autres officines en seront les bénéficiaires. Car telle est bien l'une des raisons de cette liquidation : favoriser des organismes à la botte du ministère, dont le recrutement, soigneusement sélectionné, assurera une action de formation idéologiquement plus sûre. Ils ont poussé comme des champignons ces derniers temps. Et « Politique-Hebdo » assurait, dans l'un de ses derniers numéros, que l'un d'entre eux, l'ITPE, comprenait, parmi son personnel, d'anciens militants de l'organisation espagnole d'extrême droite, le Christ-Roi. Les formateurs de l'AEE, temporaires ou permanents, cherchaient à dispenser aux stagiaires une formation active, qui facilite une responsabilisation des individus. On alphabétisera désormais les travailleurs immigrés à l'aide de leçons du type : « Il faut présenter ses papiers à l'agent de police... »

« Cette liquidation s'inscrit dans le contexte de mesures répressives à l'égard des travailleurs immigrés. Les pouvoirs publics cherchent depuis déjà quelque temps à diminuer très sensiblement le peu qui se fait pour leur formation de base. » Le 8 juin dernier, dans une interview à « la Croix », Stoléru annonçait, il est vrai, l'organisation du 18 au 26 novembre prochains, d'une semaine du dialogue afin que « davantage de chaleur humaine imprègne les relations entre Français et immigrés »...

Eric Eauvives

Le mot d'ordre de Stoléru pour les immigrés (photo DR).

Mille Alésiens contre les expulsions

● *Une pétition du MRAP local soutenue par dix-sept organisations dont le PC, le PS, la LCR, la CGT, la CFDT*

Depuis plusieurs mois, le comité alésien du MRAP — Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples — mène une enquête sur les cas d'expulsion ou du refoulement de travailleurs immigrés dans la région d'Alès, mais aussi sur le climat latent de menaces, brimades, chantages dont est victime la population étrangère, algérienne notamment. Un dossier a déjà été rendu public, mettant en évidence le zèle très particulier d'un policier du commissariat local. Une nouvelle initiative vient de voir le jour : une pétition réclamant l'ouverture d'une enquête sur la multiplication des actes racistes a reçu la signature de plus d'un millier d'Alésiens et Alésiennes et le soutien de la plupart des organisations politiques et syndicales locales : PC, PS, PSU, LCR, Jeunesses socialistes, CGT, CFDT, Syndicat du cadre de vie, groupe femmes, groupe écologique, Volem Viure al Païs, etc.

Alès, de notre correspondant.

K. , 17 ans, emprunte un cyclomoteur un soir de fête. Il passe en jugement et est condamné à une amende. Convoqué par la commission d'expulsion, il est littéralement arraché à sa famille, frappé, conduit à Marseille et embarqué pour l'Algérie alors qu'il ne connaît pas un mot d'arabe. A force de démarches, le MRAP est parvenu à obtenir son retour. Mais il est assigné à résidence dans la Loire, quand toute sa famille est à Alès. M. , 22 ans, avait porté au commissariat un paquet contenant des phares à iodes qui lui avait été confiés. Comparaissant pour recel, il est condamné à quatre mois de prison avec sursis et reçoit un avertissement de la commission expulsion. Quelques mois plus tard, il est témoin d'un accident de la circulation. Quatre jours après l'accident, la police vient le chercher sur son lieu de travail « pour témoigner »... et lui passe les menottes. On lui retire sa carte de résident et on lui fait signer un arrêté d'expulsion en lui précisant : « Il y en a quarante deux après toi ». Marié à une Alésienne dont il a un fils, M. est à Akebou, en Algérie. Aucune démarche n'a pu le faire rentrer.

L., 29 ans, Algérien, est commerçant, inscrit au registre du commerce d'Alès et dispose d'une carte de séjour valable jusqu'en octobre 1978. Lors d'un changement d'adresse, la préfecture lui annonce son refoulement, sa carte portant la mention « commerçant » et non « salarié ». L. a été expulsé le 2 mai dernier, après être resté 24 heures à Marseille, sans argent, sans papiers, seul dans la ville. Sa femme est hospitalisée en France pour une tuberculose osseuse et sa fille est chez ses beaux-parenrs à Alès.

Ce ne sont là que quelques-uns des cas qu'a relevés le comité du MRAP d'Alès. Ils justifiaient amplement pourtant — on le voit — le lancement depuis mai dernier d'une grande campagne d'information et de sensibilisation sur la région. Relayée par toute la presse locale, aussi bien le « Midi Libre » que « la Marseillaise », le quotidien du PCF ou « Clinton », un hebdomadaire cévenol, elle a culminé, avant les vacances, avec la signature massive, compte tenu du court délai durant lequel elle a circulé, d'une pétition qui « s'indigne de l'augmentation à Alès du nombre de refoulements et d'expulsions », « demande avec insistance l'ouverture d'une enquête sur ces faits », mais aussi, plus généralement, « proteste contre le caractère discriminatoire des mesures frappant les travailleurs étrangers en France et demande leur abrogation ».

La mobilisation autour de cette pétition a été remarquablement unitaire, puisque dix-sept organisations — en sus de la population signataire — devaient la soutenir, le PCF acceptant la présence de la LCR. Les signatures viennent d'être portées, en délégation, à la sous-préfecture. La mobilisation devrait reprendre, sous d'autres formes, à la rentrée.

On vous dit tout

● *Grève à la Compagnie du Bas-Rhône*

Depuis le 7 juillet, le personnel de la Compagnie du Bas-Rhône, société d'aménagement régional (SAR), regroupant 625 employés dont 300 à Nîmes, est en grève à Nîmes, Montpellier, Béziers et Lunel. L'action avait démarré en mai-juin 1978 pour l'obtention d'une grille de salaires commune à toutes les SAR, les négociations concernant cette revendication ayant été bloquées, il y a deux ans par les directions des SAR et le ministère des Finances. Un premier résultat a été obtenu : les directions des SAR ont convoqué, pour le 6 juillet, une commission pariaire. Mais rien n'en est sorti, ce qui a déclenché la grève. Les grévistes procèdent à des coupures et des baisses de pression d'eau — ce moyen de « pression » n'avait été employé qu'une fois auparavant. L'assemblée générale des grévistes se réunit tous les jours et a élu un comité de grève.

● *Menaces sur l'aéroport d'Orly*

L'union des syndicats CGT de l'aéroport d'Orly vient de publier une brochure intitulée : « Orly doit vivre et non dépérir ! » La brochure expose « les répercussions sociales et économiques que provoqueraient le démantèlement de cet aéroport et le basculement de ses principales activités aériennes sur Roissy ». En effet, Air-France et Air-Inter prévoyent pour 1981 la mise en service de la première des huit mini-aérogares qui composeront le terminal n° 2 de Roissy-Charles de Gaulle. Cette mesure aura pour conséquence de transférer sur Roissy la totalité du trafic d'Air-France et la moitié de celui d'Air-Inter d'ici 1985. Les 28 000 personnes qui travaillent à Orly seront donc touchées par les graves problèmes d'emploi que cela entraînera.

● *Rassemblement occitaniste, le 16 juillet*

Rassemblement « Volem viure al pais » organise, dimanche 16 juillet à Carcassonne (cité), un rassemblement pour l'autonomie occitane. Tout débutera à 14 h par des forums (viticulture, nucléaire, création pays d'Oc, institutions et statut d'autonomie). De 17 h 30 à 20 h aura lieu la partie spectacle. A 22 h, ce sera la nuit pour l'autonomie, avec des discours politiques.

Dix-sept accords signés dans le privé

Accords salariaux: jusqu'où iront les directions syndicales?

La signature des accords contractuels représentent pour le gouvernement et le patronat un enjeu de taille, sur lequel se concrétise ou échoue la prétendue « ouverture sociale » de Giscard. Les fédérations CGT et CFDT des fonctionnaires n'ont pas signé les contrats 1978, laissant ce soin à FO et à la FEN. Dans le privé, dix-sept accords nationaux de branche ont été signés, qui intéressent 1,5 million de travailleurs. FO, la CGC, la CFTC là où elle est présente, sont généralement signataires. Ces accords portent notamment sur le relèvement des bas salaires. Dans le textile, le salaire minima pase à 1 957 F au 1er juillet, à 2 027 F au 1er octobre. Dans l'ameublement, il est fixé entre 1 900 F et 2 950 F selon les catégories. Dans l'industrie laitière, les salaires mimimaux sont augmentés de 13 %, ce qui fait 1 900 F à l'embauche. Dans l'imprimerie, le minimum garanti est de 2 000 F. Certes, ces minima se situent au-dessus du SMIC. Piètre consolation, pour ces salaires de misère ! Sur les dix-sept accords signés, la CFDT a paraphé ceux de l'industrie laitière, du sucre, de l'industrie frigorifique, de la bijouterie, du verre à main. La CGT a signé dans l'imprimerie, le verre à main, l'édition, le sucre. Dans cette dernière industrie, l'ensemble des organisations syndicales ont accepté la garantie annuelle de ressources proposée par le patronat, chiffrée à 27 465 F.

Le test réel de la politique contractuelle des syndicats est encore à venir : l'accord de la chimie, où une garantie annuelle de ressource de 27 600 F (soit 2 300 F par mois) est proposée, sera signé avant le 14 juillet. Dans la métallurgie, ce serait le 14 juillet. C'est là surtout qu'on verra jusqu'où les directions des fédérations CFDT sont décidées à aller, si leur souci de damer le pion à FO les conduira jusqu'à la signature. C'est là aussi que l'on verra le comportement des directions CGT, partagée entre la dénonciation de ces accords bidons et la crainte de se retrouver isolées.

Ainsi peut-on constater que la CGT a signé à la SNIAS un accord qui ne se différencie guère de ceux qu'elle a repoussés dans le secteur nationalisé. La presse patronale, « Les Echos » notamment, font grand cas de ces signatures. « Les Echos » notent que dans la métallurgie « le patronat a fait des efforts pour décrocher la signature de la CFDT ». Ils se félicitent de « la compétition entre syndicats, qui tend à se déplacer actuellement vers le terrain de la politique contractuelle », et « pourrait conduire à penser que la France va suivre le même chemin que ses voisins ». « Les Echos » corrigent cependant cet optimisme intempestif : « Mais il faut se méfier des conclusions hâtives », ajoutent-ils. En effet. La vague de luttes du début de l'été montre bien que, malgré l'inertie des directions syndicales et leurs appels à la négociation sans lutte, les travailleurs ne sont pas prêts à adapter leurs revendications aux exigences que les patrons font valoir au nom de la crise économique et de la solidarité nationale.

Malgré les vacances, des luttes se poursuivent, et d'autres naissent ou renaissent, car les licencieurs, eux, n'ont pas pris leurs congés.

Michel Thomas

Il y a deux ans, l'entrée de l'usine occupée (photo DR).

Sainte-Anne: pas de salaire, pas de travail

● *Ultimatum de la direction au 56e jour de grève ; les hospitaliers décident aujourd'hui l'arrêt... ou la grève totale sans service minimum*

La direction de l'hôpital Sainte-Anne, à Paris, vient de lancer un ultimatum aux grévistes qui entamaient, hier, leur 56e jour de grève. C'est la seule réponse apportée à leur demande de payement des journées de grève, interrompu le 5 juillet, alors que les grévistes continuent à assurer le service minimum. A l'ultimatum lancé par les travailleurs et leurs organisations syndicales CGT, CFDT, FO : « Vous nous donnez cette garantie lundi, au plus tard », les directions de la Direction générale à l'action sanitaire et sociale (DGASS) et de l'hôpital ont répondu par un simple coup de téléphone envoyé hier matin : « Cette décision de cesser le payement des salaires à partir du 5 juillet sera revue si vous cessez immédiatement la grève »

On en était là, hier matin, quand l'assemblée générale des grévistes —trois cents travailleurs et travailleuses — de l'hôpital se tenait dans la chapelle. « L'heure est grave, camarades, nous ne devons pas trancher à la légère, introduit le responsable de la CGT, après un bref exposé de la situation depuis vendredi dernier. Une rencontre avait pu être obtenue avec Folliard, directeur de la DASS (« Rouge » du 10 juillet), puis avec Delbar, responsable de la commission santé à l'hôtel de Ville de Paris, délégué direct de Chirac dans cette négociation. Ces rencontres étaient vécues comme un prémier succès après le black-out total maintenue autour des grévistes de Sainte-Anne. Les syndicats CGT et CFDT, seuls présents à cette ébauche de négociation, avancaient les revendications des travailleurs : les 250 F en particulier et insistaient sur la condition sine qua non du non-payement des journées de grève, puisqu'un service minimum a toujours été observé pour les malades.

Seule réponse, on l'a vu : un coup de téléphone à la limite du mépris. L'ultimatum est, d'ailleurs, plus sophistiqué encore puisqu'il demande aux grévistes de répondre à un questionnaire dont la première fonction est de les diviser : sont-ils grévistes ? Sont-ils absents de l'hôpital pour une autre raison que la grève ? Ce questionnaire divise les grévistes mais surtout les catégories de personnel.

Tous les paramédicaux (services techniques, administratifs) sont en effet exclus de fait : ils sont nécessairement en grève totale puisqu'ils ne soignent pas ! C'est à eux d'abord qu'on supprimera les salaires. Et ce sont eux qui furent les premiers en lutte sur les salaires !

L'assemblée générale commence dans le calme total : il faudra bien attendre une bonne demi-heure avant que les grévistes osent prendre le micro et parler. Mais ceux qui s'expriment expliquent clairement qu'il ne faut pas céder au chantage et passer à la grève totale : « Pas de salaire, pas de travail ! » « Ils sont très applaudis. La CGT soulève un tohu-bohu en expliquant qu'elle refuse que la décision soit prise en AG le matin même, sans qu'elle ait pu réunir dans l'après-midi, ses syndiqués. Des grévistes s'estiment floués et demandent la souveraineté de l'assemblée.

Mais la CFDT, soucieuse de l'unité dans la poursuite de l'action avec la CGT majoritaire, accepta finalement la proposition de la CGT qui est soumise au vote : reconduction de la grève telle qu'elle se déroulait jusqu'à maintenant pour 24 heures et décision, ce matin, pour l'arrêt de la grève comme le demande la direction ou la poursuite en grève totale.

Unanimité de la salle pour la procédure, sauf neuf contre et vingt abstentions. Le vrai débat est repoussé au lendemain. Beaucoup de jeunes travailleurs et le personnel ouvrier non soignant sont d'ores et déjà prêts à voter la grève totale, mais beaucoup de tièdes, absents hier, viendront ce matin.

Emilie Norman

Portrait d'un directeur

M. Rouquet est le directeur de Saint-Anne. Nœud papillon, silhouette frêle et nerveuse. Il est là dans un coin, stylo à la main et grifonne sur le mur. Un délégué le surprend. « Que faites-vous là, monsieur le directeur ? C'est pas beau de faire des graffitis ! » M. Rouquet n'est pas un homme à s'émouvoir : « Moi, je n'ai pas de grand feutre, je n'ai qu'un stylo à plume d'or et j'essaie de corriger ma caricature. Je voudrais des jambes et ressembler à Félix le Chat ! » Le délégué essaye de sonder le directeur sur ses intentions face à la grève. M. Rouquet ne sait qu'une chose :

il n'est pas question de céder sur les salaires. Ça ferait cascade dans tous les hôpitaux. Pa si fou que cela le directeur !

Deux ans après, les Griffet à nouveau en lutte

● *Ils s'opposent à plusieurs licenciements*

Deux ans après, on reparle de Griffet, cette entreprise marseillaise de construction de grues qui avait été « le plus vieux conflit de France ». Hier matin en effet, l'assemblée générale des travailleurs a décidé la grève, suite à l'annonce de neuf licenciements et à la non-reconduction de dix contrats emploi-formation.

45 voix pour, 20 contre et 6 abstentions : majorité nette, mais qui laisse apparaître que ce ne sera pas facile. Une délégation intersyndicale doit aller rencontrer Genoyer, le patron, et peut-être le maire. Les grévistes ont tenu hier après-midi une conférence de presse afin d'alerter l'opinion et ont d'ores et déjà appelé « à la solidarité de la population marseillaise, déjà lourdement frappée par le chômage ».

Marseille, de notre rédaction régionale.

Ça faisait drôle deux ans plus tard, de pénétrer à nouveau dans cette enceinte autour du hangar. De revoir les pièces de fonte d'acier prêtes à former les grues. De voir encore une assemblée générale au milieu des hangars silencieux.

On se souvient sans doute que dans Griffet occupé une fête avait réuni bien d'autres usines occupées du pays en 1976. Une coordination des luttes lancée par les Lip s'y était même tenue. Depuis il a coulé de l'eau sous les ponts. Une solution industrielle avait été imaginée par Deferre qui avait remis l'usine à un industriel local connu, Genoyer. La production avait repris à une échelle plus petite, cependant 80 personnes y travaillaient. Pourtant, les « dégraissages » imposés ne suffisent encore pas, et c'est l'annonce de nouveaux licenciements.

Malgré les démarches des syndicats CFDT, CGT et CGC, des délégués du personnel et du CE, malgré la mobilisation croissante du personnel contre les licenciements — assemblées générales, débrayages — la direction a rendu ces licenciements effectifs le vendredi 7 juillet 1978. A cette annonce, l'ensemble du personnel, employés, ouvriers et cadres, a débrayé. Le P-DG, forcé de s'expliquer devant l'assemblée générale des travailleurs, a montré une fois encore le cynisme et le mépris des patrons qui, comme solution aux problèmes économiques, jettent les travailleurs à la rue. « L'ensemble du personnel de Griffet et les sections syndicales CFDT, CGT et CGC refusent ces solutions, demandent à la direction et à M. Genoyer, actionnaire à 80 %, de résoudre autrement les problèmes de l'entreprise. »

« Ça ne peut plus durer »

● *Les travailleuses de l'habillement de la Haute-Garonne parlent de leurs conditions de travail et de salaire*

« Ça ne peut plus durer ». A quelques semaines du départ en vacances, les travailleuses de l'habillement de la Haute-Garonne ont tenu à affirmer, au cours d'une conférence de presse organisée par la fédération Hacuitex-CFDT, qu'elles ne resteraient pas sans réagir devant les multiples attaques dont elles sont l'objet. Après avoir rappelé les différentes phases d'un conflit qui, depuis trois ans, les opposent à un patronat local particulièrement répressif, les représentantes de la CFDT ont fait le point de la situation dans ce secteur où, s'ils ont été augmentés de 3,5 % au 1er juillet, les salaires sont encore inférieurs de 32 % à la moyenne des salaires des autres branches de l'industrie. Soit une perte horaire de 3,93 F.

« Pas un seul avantage acquis qui ne soit aujourd'hui remis en question par l'un ou l'autre des patrons — en particulier chez Mas et Ramonède — en attendant que les autres s'alignent sur eux ». C'est ainsi que, sous prétexte de s'aligner sur la convention collective, les primes de fin d'année et d'ancienneté ont été massacrées « à coups de ciseaux » : « Pour la plupart d'entre nous, cela correspond à une perte de salaire proche de 1 000 F par an ». En échange, la direction de Ramonède a introduit une prime d'assiduité, d'une valeur de 150 F par mois, qui n'a d'autre but que de lutter contre l'absentéisme et de décourager toute velléité de débrayage ou de grève. Une demi-journée d'absence la diminue de 50 %, une journée d'absence la supprime purement et simplement. « Un enfant malade pendant deux jours, et c'est une perte sèche de 300 F ».

Dans le même temps, bien sûr, les cadences et le rendement n'ont cessé d'augmenter : 250 vestons par jour au lieu de 230. D'où un nombre incalculable de malfaçons — mais la direction de Ramonède s'en fout car elle fournit exclusivement des grandes surfaces — et surtout d'accidents du travail. Sans parler des multiples conséquences sur la santé des travailleuses et sur leur vie familiale.

Mais peut-être la tentative de licenciement d'une déléguée de la CFDT de Ramonède aura-t-elle été la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Si aucune action n'est prévue pour l'instant, on tire déjà des plans pour la rentrée. « Demain, ce sera les vacances. Nous en profiterons pour reproduire notre force de travail. »

les doigts dans la tête

LA REUNION

Le 20 juin dernier le comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), comité qui a pour compétence les problèmes des territoires d'Afrique « non libérés », estimait dans son rapport final que l'île française de la Réunion « fait partie intégrante de l'Afrique et doit en conséquence être décolonisée ». Dans la foulée, il constituait une commission spéciale chargée de proposer des « mesures appropriées » en vue d'ouvrir la voie à l'indépendance de l'île, commission comprenant les Comores, la Lybie, Madagascar, le Mozambique, la Tanzanie et les Seychelles.

Autre question attenante, le reconnaissance par l'OUA d'un « mouvement de libération effectif auquel elle puisse octroyer sa reconnaissance ». Problème épineux, dans la mesure, où actuellement il n'existe dans l'île que deux organisations susceptibles de s'inscrire dans cette problèmatique.

Le PCR (Parti communiste réunionnais), principal force d'opposition dans l'île, mais qui fait campagne pour « l'autonomie dans le cadre de la République française », et un petit regroupement de militants au sein d'une organisation prénomée l'OCMLR. Le débat sur autonomie ou indépendance à la Réunion demeure cependant (cf. « Afrique en lutte » n° 34 de juin 1978). C'est dans ce cadre que nous publions aujourd'hui une contribution de l'OCRML qu'elle nous a adressée, quelles que soient par ailleurs nos sérieuses divergences tant avec certaines de ses formulations que ses orientations de politique générale.

F. T.

Après l'appel du colonel Kadhafi à ses frères réunionnais pour qu'ils se libèrent du colonialisme français et la prise de position de l'OUA en faveur de l'indépendance de la Réunion, le 21 juin à Dar-El-Salam, capitale de la Tanzanie, le porte-parole du comité de libération de cette organisation, M Laban Oyaka a déclaré que « l'île française de la Réunion et l'archipel des Canaries appartiennent à l'Afrique et doivent donc être décolonisés ».

Cette déclaration a provoqué une vive réaction chez tous les valets de l'impérialisme français dans notre pays et en France. C'est ainsi que les très réactionnaire Jean Fontaine est allé jusqu'à demander une suspension de séance de dix minutes de l'Assemblée nationale française, demande acceptée même par l'opposition de gauche au nom de la solidarité (??). Quant à Michel Debré, colonialiste attardé, il a perdu, lui, une bonne occasion de se taire. Ce sinistre personnage n'a pas hésité à évoquer les mains tachées de sang de certains chefs d'Etat africains. Or, si les Mobutu et autres Amin Dada ou Bokassa ont effectivement les mains souillées du sang de leur peuple, a qui la faute sinon à l'impérialisme occidental qui a pris la précaution de mettre en place et qui soutient de tels individus dans le seul but de sauvegarder ses propres intérêts. N'oublions quand même pas que la France est le troisième marchand de canons du monde. Il est vrai que Michel Debré est imperméable au ridicule. Et le sang de Rico Carpaye, Eliard Laude... Pour leur part les révisionnistes du PCR se sont contentés d'une déclaration vague et ambiguë semant la confusion. Pour eux la décolonisation est synonyme de « l'autonomie démocratique et populaire dans le cadre de la République française ». Or l'autonomie, qui ne remet pas en question les intérêts de l'impérialisme français, la présence de l'armée française basée dans l'île, la citoyenneté française des Réunionnais, et qui repose sur l'aide globalisée, n'est pas indépendance réclamée par l'OUA.

L'indépendance en question

Une contribution de l'OCMLR

L'Organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion (OCMLR) prend acte des prises de position du comité de libération de l'OUA. Elle ne peut qu'approuver une telle initiative qui sensibilise l'opinion internationale sur le problème réunionnais.

En effet la Réunion est depuis sa prise de possession au XVII[e] siècle, au nom du roi de France, une colonie typique :

— fournisseur de matières premières pour l'industrie française ;

— un marché privilégié pour les produits manifacturés de l'industrie française ;

— un réservoir de main-d'œuvre à bon marché pour les capitalistes français ;

Les conséquences de cette situation sont entre autres :

— la ruine de notre économie ;

— le chômage institutionnalisé, la misère, la malnutrition, l'exil des forces vives de notre peuple ;

— l'aliénation culturelle, l'assistence généralisée, etc.

De plus l'impérialisme français a transformé notre pays en une base militaire. Celle-ci vise à maintenir la Réunion sous la domination colonialiste française et à intervenir contre les peuples progressistes d'Afrique et de l'océan Indien. Le récent coup d'Etat survenu aux Comores est là pour le prouver. Il est donc légitime que les pays d'Afrique membres de l'OUA s'alarment de la présence de l'impérialisme français à la Réunion. Pour l'OCMLR la seule solution, c'est l'indépendance nationale. Mais l'indépendance n'est pas seulement un mot, elle a un contenu de classe :

— éviction de l'impérialisme et de tous ses valets locaux ;

— confiscation des grandes propriétaires féodales et redistribution des terres, nationalisations des grands moyens de production, diversification des cultures, industrialisation pour une économie d'autosuffisance ;

— développement d'une culture authentique réunionnais et progressiste ;

— non-alignement et solidarité avec les pays progressistes du tiers-monde ;

— contribution à la lutte pour la démilitarisation de l'océan Indien.

Quelles que soient les manœuvres de l'impérialisme, la lutte pour la libération nationale de la Réunion triomphera.

Organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion (OCMLR).

LIVRES

Il y a quelques mois était fondé l'Institut Léon Trotsky qui se fixait pour but de publier les écrits de Trotsky encore inconnue en France. Le premier volume de ces œuvres, présentées par ordre chronologique, vient de sortir aux EDI. Il regroupe des articles et des lettres de Trotsky couvrant le deuxième trimestre de cette année cruciale pour le mouvement ouvrier international que fut 1933. Présenté et annoté par Pierre Broué et Michel Dreyfus, ce premier volume offre un instrument fort utile aux marxistes-révolutionnaires d'aujourd'hui, attachés à la construction de la IV[e] Internationale dont Trotsky énonce, pour la première fois, la nécessité dans le dernier texte de ce volume.

La forme des « Ecrits » — dont 12 volumes ont déjà été publiés aux Etats-Unis par les éditions Pathfinder — est particulièrement intéressante en ce qui concerne Trotsky. Ces lettres, ces articles représentent, en effet, l'essentiel de son activité politique une fois que, chassé d'Union soviétique par Staline, il se retrouve à Prinkipo, en Turquie, si loin du « théâtre des événements ». C'est par le courrier de son fils Léon Sedov, installé à Berlin avec les quelques fidèles du secrétariat international que l'Opposition de gauche qu'il suit les grands événements qui se déroulent en Allemagne. C'est par ses lettres et ses articles destinés aux diverses publications de l'Opposition de gauche qu'il « discute » avec ses partisans. Débattre, regrouper, convaincre les indécis : telle est la préoccupation qui parcourt l'ensemble de ces textes. Et quand l'impatience perce face aux retards ou aux silences de ses correspondants, elle découle de la compréhension aiguë de devoir agir, et vite, face à des événements qui vont façonner, pour longtemps, le sort du prolétariat mondial et de la conscience de son impuissance, alors qu'il n'a que le courrier pour toucher les cadres révolutionnaires qui n'ont pas succombé au stalinisme.

Le volume s'ouvre sur un texte appelant à créer un nouveau parti communiste en Allemagne. Jusqu'ici l'Opposition de gauche avait travaillé comme « fraction » des PC adhérant à la III[e] Internationale, jugeant leur redressement sur la voie de Marx et de Lénine encore possible. Depuis plusieurs mois, Trotsky ne cessait de souligner que la clé de la situation mondiale était entre les mains du PC d'Allemagne (KPD) : face à la grande crise capitaliste, les puissances impérialistes s'orientaient vers une nouvelle guerre au cours de laquelle elles s'attaqueraient à l'Union soviétique pour balayer les conquêtes d'Octobre. Seul le puissant prolétariat allemand, dont les partis, le KPD et le SPD avaient obtenu 61,5 % des voix en novembre 1932, pouvait empêcher cette catastrophe en marchant résolument vers la prise du pouvoir.

Mais au lieu de se battre pour le front unique entre les deux organisations ouvrières — front unique de la base au sommet — contre les bandes fascistes, dernier recours de la bourgeoisie allemande, la direction du KPD suit la ligne sectaire dictée par Staline à la III[e] Internationale : « La tâche du KPD reste, comme auparavant, de diriger ses coups avant tout aujourd'hui contre la social-démocratie. »

Le résultat, on le connaît : l'incendie du Reichstag donne à Hitler le prétexte pour lancer son offensive anti-ouvrière : les partis interdits du jour au lendemain, des milliers de militants communistes arrêtés et déportés, la classe ouvrière allemande totalement décapitée, sans combat, laissant la voie libre à la longue et sanglante nuit du nazisme qui va s'abattre sur l'Europe entière.

« Il faut une nouvelle Internationale »

Tome I des écrits de Léon Trotsky

Trotsky réagit immédiatement, conscient de l'enjeu : les responsabilités de cette catastrophe reposent exclusivement entre les mains des staliniens. Les révolutionnaires doivent en tirer les conséquences afin de regrouper immédiatement pour le combat les bolcheviks allemands. « La question de la rupture ouverte avec la bureaucratie stalinienne en Allemagne a maintenant une importance principielle énorme », écrit-il. « L'avant-garde révolutionnaire ne pardonnera pas aux staliniens le crime historique qu'ils ont commis en soutenant l'illusion de la vitalité du parti de Thaëlmann-Neumann, nous apparaîtrions aux yeux des masses les véritables avocats de leur faillite. »

Tout au long des écrits de ce premier volume, il va s'efforcer de convaincre ses partisans allemands de la nécessité de créer ce nouveau parti. Ceux-ci, dans une conférence clandestine, au lendemain de la venue au pouvoir d'Hitler, ont réaffirmé leur volonté de rester en fraction dans le KPD clandestin, suivant la ligne appliquée par l'Opposition de gauche depuis des années. Il ne faut pas partir des « formules d'hier, mais des faits d'aujourd'hui », leur explique Trotsky. La catastrophe allemande a montré l'impossibilité de redresser un parti dont la politique a mis le prolétariat hors la loi en quelques jours. Les masses vont se détourner de ce parti responsable de cette tragédie. Les bolcheviks doivent se regrouper pour leur expliquer les causes de cette catastrophe et leur offrir un instrument pour en contrer les effets.

Autre débat qui parcourt ces pages : celui de la possibilité ou non de redresser l'Internationale communiste et les autres partis qui la composent, malgré la faillite du KPD. S'il faut un autre parti en Allemagne, il faut aussi une nouvelle Internationale affirment, en mars 1933, certains partisans de l'Opposition de gauche. Non, leur répond Trotsky. La tragédie allemande va créer de violentes réactions dans les autres partis de l'IC. Il est encore possible de réagir et de les ramener à une politique révolutionnaire. Il reste certes très peu de temps pour redresser les erreurs monstrueuses de l'IC stalinisée mais « l'histoire n'a pas encore rendu son verdict ». « Nous, bolcheviks-léninistes, nous proposons de prendre l'expérience de l'écroulement du communisme allemand comme point de départ pour la renaissance de toutes les autres sections. Nous sommes prêts à y consacrer toutes nos forces. »

Face aux tâches gigantesques qui attendent l'avant-garde révolutionnaire devant la montée du fascisme et les menaces contre l'URSS, Trotsky souligne l'importance de tout faire pour gagner la majorité des cadres communistes à un politique bolchevique.

Mais, quelques mois plus tard, alors que tous les partis de l'IC s'alignent les uns sur les autres sur Moscou, approuvent la politique suivie en Allemagne, bloquent de force toute discussion dans leurs rangs, Trotsky en tirera les conséquences : l'Internationale communiste est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois. « L'effondrement du KPD avait encore théoriquement laissé deux possibilités à la bureaucratie stalinienne : ou bien une révision complète de la politique et du régime, ou au contraire, étranglement définitif de tous les restes de vie des sections de l'IC. » C'est cette deuxième hypothèse qui s'est réalisée.

« Dans tout notre travail ultérieur, c'est de l'effondrement historique de l'Internationale communiste officielle que nous devront partir », conclut Trotsky. C'est le « 4 août » de la III[e] Internationale (le 4 août 1914, les partis de la II[e] Internationale avaient voté les crédits de guerre dans les parlements bourgeois, se rangeant aux côtés de leurs bourgeoisies respectives. A la suite de quoi, Lénine et Trotsky avaient appelé à créer la III[e] Internationale.

Il faut maintenant une nouvelle Internationale, il faut préparer la création de la IV[e] Internationale. C'est dans cette perspective que tous les groupes de l'Opposition de gauche doivent maintenant agir de faon indépendante. C'est sur cet appel que se conclut ce premier volume des « Ecrits » de Trotsky. Le révolutionnaire russe s'apprête alors à quitter Prinkipo pour la France, afin de s'atteler à cette tâche. Mais la police française lui laissera peu de répit et il repartira bientôt jalonnant son voyage autour de cette « planète sans visa » de nombreux autres écrits qui sont autant d'appels au combat.

Anna Libera

• **Léon Trotsky, Oeuvres, mars 1933/juillet 1933. Publication de l'Institut Léon Trotsky, EDI.**

témoignage

SOUS LE VOILE, LES FEMMES D'ALGERIE

DALILA est algérienne. Les dirigeants algériens se proclament volontiers « révolutionnaires », « socialistes », etc. mais cette démagogie éhontée cache mal un régime oppressif et policier où l'exploitation est féroce et l'arbitraire total. Tout, et en particulier le sort des femmes, y est soumis à l'obscurantisme islamique le plus rétrograde. L'Algérie a pourtant connu, pendant la guerre de libération et les quelques années qui ont suivi, une révolution populaire extrêmement profonde. Les femmes n'ont pas été les dernières à combattre et à être tuées. Il s'en est trouvé partout aux premiers rangs de la lutte et l'indépendance a soulevé parmi elles une immense espérance. Les années qui ont suivi ont été marquées, entre autres mouvements sociaux de grande importance, par la lutte des femmes algériennes contre leur oppression. Cette lutte a secoué une société traditionnelle aux structures archaïques et quand le régime petit-bourgeois a progressivement repris les choses en mains il a su jouer habilement, pour les faire rentrer dans l'ordre, de la peur suscitée parmi les hommes de la volonté d'émancipation des femmes.

Aujourd'hui, il ne reste pas grand-chose de cette lutte et de ces espoirs des femmes. La chape étouffante de la société traditionnelle, protégée et encouragée par le régime, est retombée. Il y a bien eu quelques mobilisations, notamment dans les lycées de filles d'Alger, quand le gouvernement a voulu faire passer en 1974 le très réactionnaire « Code de la famille » fondé sur la tradition islamique et qui devait donner une base légale à l'oppression. Le « Code » n'a finalement pas été promulgué, ce qui est une maigre victoire puisque ce texte réactionnaire est encore en deçà de ce qui est réellement appliqué dans l'arbitraire le plus total. Dans l'immense majorité des cas, les femmes en sont réduites à la lutte individuelle, solitaire et sans espoir contre le sort qui leur est réservé. C'est une solitude qu'il faut briser chaque fois que c'est possible.

L'histoire de Dalila n'est pas « extraordinaire »

Dalila Zeghar, mariée depuis trois ans avec Denis Maschino, a été enlevée le 25 avril par son frère à Montréal. Depuis son mari, ses amis n'ont plus aucune nouvelle d'elle : son frère la séquestre en Algérie. La mobilisation pour sa libération, en France, nous a paru timide par rapport à l'énormité de l'enjeu. Peut-être y voit-on précisément une affaire extraordinaire, intolérable, certes, mais peu représentative. C'est trop gros, cela gêne, paraît rocambolesque. Celles et ceux-là mêmes qui luttent tous les jours contre l'oppression des femmes ne parviennent pas à se convaincre des sommets qu'elle atteint dans certains endroits, les pays musulmans en particulier. C'est pourtant la même oppression que nous connaissons ici, elle a les mêmes racines, vise aux mêmes buts, mais il y a une différence de degrés qu'on doit apprendre à connaître.

L'histoire de Dalila n'est pas « extraordinaire ». C'est, malheureusement, une aventure tout à fait banale, comme il s'en produit tous les jours. Et, c'est justement ce qui en fait une affaire politique : à travers ce cas précis qui, pour diverses raisons, permet la mobilisation, le problème de millions de femmes peut et doit être posé. Un coin de voile (c'est le cas de le dire) peut être levé.

Eternelles mineures

Quand on arrive en Algérie, venant d'Europe, une des premières choses qui frappent est l'absence des femmes. Les rues sont grouillantes de monde, il y a énormément de gens partout, sur les places, dans les magasins, les cafés, les transports, mais ce ne sont que des hommes. Presque aucune femme dans cette foule et encore, les rares qui s'y trouvent sont-elles pour la plupart voilées, cachées, fantomatiques. On a l'habitude de dire que les femmes n'ont pas d'existence sociale, d'identité, sont niées par la société mâle. Ici, l'affirmation de cette vérité est visible, évidente : les femmes n'existent tout bonnement pas ! Bien sûr on se doute qu'il y en a dans les maisons, dans les lieux privés, mais, socialement, même au niveau élémentaire de la présence physique, elles n'existent pas.

Ici, une femme n'est jamais majeure, elle dépend toute sa vie d'un homme et n'a aucune responsabilité de vivre autrement. Son tuteur, c'est d'abord son père et, à défaut son frère ou son oncle, puis son mari. Si son mari meurt ou qu'il la répudie, elle devra revenir vivre sous la coupe de son père, de ses frères de ses fils. Elle ne peut même pas espérer que quelque catastrophe élimine tous les hommes qui l'entourent car le sens de la famille est très développé et il se trouvera toujours un vague oncle ou cousin auquel la collectivité reconnaîtra le droit de tutelle.

Elle ne peut rien faire sans le consentement de l'homme qui la détient sous son autorité : aucun propriétaire ne lui louera un logement, aucun patron ne lui donnera un emploi, aucune administration ne lui délivrera le moindre papier (et ils sont partout nécessaires dans cette société bujeaucratique). Si malgré tout elle s'échappe, c'est une fugueuse, aurait-elle 40 ans, les flics viendront la chercher ou l'arrêteront au hasard d'une des innombrables vérifications d'identité qu'ils passent leur temps à multiplier. Souvent, après l'avoir brutalisée et parfois violée, ils la ramèneront à son propriétaire en lui recommandant de mieux la surveiller à l'avenir.

Achetées violées...

On dénonce à juste titre le fait que, dans toutes les sociétés patriarcales, les femmes soient la propriété des hommes (le mariage légalisant cette propriété). Ici, ce rapport est tout à fait transparent. D'ailleurs, le mariage est une affaire qui ne cherche pas à se couvrir d'un voile de sentimentalité excessive : on achète une fille à son père ou à son frère, il en coûte de 500 DA à 20 000 DA (1) selon le niveau social, la beauté, l'instruction (!), etc. Les jeunes gens qui n'ont pas de fortune économisent pendant des années pour se marier. La virginité des filles est obligatoire. Même si la coutume qui veut que les draps du lit de noces soient exposés à la fenêtre se perd, il est courant que la mère du marié vérifie le lendemain qu'ils sont bien tâchés de sang. Dans ces conditions, la défloration ne peut être que catastrophique. Interrogés à ce sujet les garçons avouent avec fierté une conception d'une brutalité effrayante : pénétration immédiate, d'un coup, le plus fort possible. Les hôpitaux admettent couramment de jeunes épousées présentant des déchirures vaginales ou des éventrations. Si la fille n'est pas vierge, elle peut être immédiatement répudiée. Les médecins doivent fréquemment fournir des certificats de virginité à des filles que les parents amènent parce qu'ils les soupçonnent d'être sorties avec des garçons.

Il est tout à fait inconcevable qu'une fille et un garçon cohabitent sans être mariés. Si les voisins ou propriétaires apprennent pareil scandale, il est parfaitement normal qu'ils préviennent les flics qui

Suite page 8

Suite de la page 7

ramèneront la fille chez son père. Celui-ci n'a pas intérêt à couvrir sa fille et à prétendre lui autoriser une vie aussi dissolue : il pourrait bien se retrouver au commissariat sous quelque prétexte, sans compter la pression de son entourage. On n'a d'ailleurs pas besoin d'aller si loin dans le crime pour encourir le châtiment : aux barrages de police, les flics arrêtent les voitures et demandent les cartes d'identité. S'ils tombent sur un homme et une femme non mariés, ils emmènent l'homme au poste et la femme chez son père ou chez son mari. Les flics arrêtent de la même façon, après 17 h, les couples qui se promènent dans la rue. Même parmi les Européens vivant en Algérie (les coopérants en particulier) qui ont un régime de faveur, les flics mettent un point d'honneur à savoir qui couche avec qui. Ils tolèrent, à l'extrême rigueur, une liaison entre une étrangère et un Algérien mais, un étranger soupçonné d'entretenir des rapports avec une Algérienne est aussitôt expulsé. Des coopérants d'une ville moyenne avaient un jour convié quelques filles, leurs élèves, à une fête (très convenable !) chez eux. Le proviseur du lycée a eu vent de la chose et a appelé les flics qui ont fait une descente et ont embarqué les filles (avec tous ce que cela comporte, les brutalités policières, puis familiales, la honte enfin : ces filles-là seront difficiles à marier !). Les coopérants eux, ont dû partir nuitamment pour Alger se réfugier à l'ambassade qui les a rapatriés : les familles voulaient leur faire un mauvais sort. Et ce n'est pas une histoire exceptionnelle : cela arrivr tout le temps.

Dans les poubelles d'Alger : des cadavres de nouveaux-nés

A chaque rentrée, dans les lycées et collèges de filles, il y a des manquantes. Leurs pères ou leurs frères ont estimé que trop d'instruction est nuisible pour les femmes, elles se posaient des questions, c'était des fortes têtes. Ils les ont mariées pendant l'été ou il les ont enfermées en attendant le mariage. Dans ces mêmes établissements, au mois de juin, il n'y a plus de cours. Les lycées de garçons sont vides : les garçons n'y vont pas. Mais les filles continuent de venir, elles sont mieux là qu'à la maison.

Quand on sait que la discipline, dans un lycée algérien, est dix fois plus sévère que dans le pire des lycées français, on a une idée de l'atmosphère agréable qu'elles trouvent chez elles avec les corvées ménagères et les vexations des garçons.

La contraception est théoriquement autorisée, mais, en fait, introuvable. Le service de gynécologie de l'hôpital Mustapha (l'hôpital central d'Alger) est incapable de fournir l'adresse du planning familial (qui ne figure pas dans l'annuaire téléphonique) ou celle d'un endroit où il est possible d'acheter le pilule. L'avortement n'est pas légal. On trouve en moyenne, dans les poubelles d'Alger, un cadavre de nouveau-né par jour.

Les hôpitaux reçoivent constamment des femmes qui se sont automutilées pour échapper à l'enfermement ou au mariage forcé. Les suicides sont innombrables. Les meurtres de femmes restent impunis lorsqu'ils ont pour mobile la jalousie : elles avaient déshonoré leurs familles.

Dans un grand ensemble, une fille tombe du 7e étage et se tue. Elle avait des relations avec un garçon et son frère l'a jetée par la fenêtre. Ou elle est tombée en essayant de lui échapper. Personne ne sait au juste. Les flics ne font même pas d'enquête : elle n'a eu que ce qu'elle méritait.

La liste de ce que subissent les femmes algériennes est longue. Dans un pays comme l'Algérie on peut, bien sûr, accuser une lourde tradition islamique. Mais, le pouvoir algérien porte aussi une lourde responsabilité : c'est lui qui encourage les crimes contre les femmes et qui protège les criminels comme Messaoud Zeghar, le frère de Dalila. Ce sont les flics qui, au mépris de toute légalité bien souvent, se font les remparts zélés à l'ordre patriarcal. Ses défenseurs vont sans doute, comme d'habitude crier à la collusion avec la droite, demander qu'on cesse d'attaquer ce régime «socialiste », « progressiste » et « anti-impérialiste ». Ce genre d'arguments ne nous impressionnent pas du tout. Cela fait appel à la mauvaise conscience, vaguement tiers-mondiste de la gauche occidentale qui sert principalement, au nom d'une fausse solidarité avec des régimes soit-disant progressistes, à couvrir les pires crimes contre les peuples qu'ils enchaînent. Le fait que le peuple algérien ait été et soit encore opprimé par l'impérialisme ne donne aucun droit aux hommes d'Algérie d'opprimer les Algériennes ni au gouvernement algérien d'organiser cette oppression et de couvrir les pires forfaits.

Une lutte féministe internationaliste

Dalila est une femme persécutée, acculée au désespoir qu'il faut défendre. De plus, c'est un cas exemplaire à deux points de vue : parce qu'il est représentatif du sort quotidien de millions de femmes en Algérie et ensuite parce que la personnalité de son frère, les types de liens (et de complicités) qu'il a avec l'appareil d'Etat permettent de mettre en lumière le rôle que joue cet appareil dans le maintien et le renforcement de l'oppression. Pour une fois, une victoire est possible, un coin peut être enfoncé dans ce système oppressif.

L'oppression des femmes est fondamentalement la même partout, ses modèles sont les mêmes en Algérie et en France. Il existe une différence de degré plus que de nature. La lutte féministe ne se divise pas. Elle a autant de raisons d'être internationaliste que celle du mouvement ouvrier. Et cette lutte féministe internationaliste doit tenter d'ouvrir des brèches dans cette citadelle du sexisme qu'est le monde arabo-islamique. La mobilisation autour de Dalila peut ainsi être significative du type de lutte internationaliste que peut mener le mouvement des femmes et tous ceux qui le soutiennent.

Marie et Mohand

• Pour les télégrammes et lettres : M. le Président de la République algérienne. Présidence de la république, Alger, Algérie.

Et, si vous voulez encourager les juges canadiens : Ministère de la Justice du Québec, Canada.

(1) 1 DA = 1,20 F.

entretien

La « plus longue marche » des indiens arrive aujourd'hui à Washington

Juan Eduardo Aguilar, Indien guarani du Mato-Grosso, délégué des nations indiennes à l'ONU et Wallace Black Elk (photo Christian Wiess-Adja)

Wallace Black Elk (Elan noir) est un voyant guérisseur de la nation Sioux Lakota. Juan Edgardo Aquilar, Indien Guarani du Mato Grasso (Brésil) représente auprès de l'ONU le Conseil international des traités indiens. Tous deux sont venus récemment en Europe pour s'y faire les porte-parole des Indiens de la plus longue marche, qui viennent de traverser les Etats-Unis avec la pipe sacrée. Ils sont venus ici pour dire qu'ils sont vivants, qu'ils n'ont rien à voir avec l'image des westerns, qu'ils luttent pour avoir le droit d'être ce qu'ils sont. Je les ai rencontrés par un après-midi pluvieux et longuement écoutés. Ce qui suit n'est, faute de place, qu'une petite partie de ce qu'ils ont pu dire, en un langage qui sonne étrangement à nos oreilles, fait de paraboles, concret, plein de chaleur humaine, d'ironie amère ou souriante, d'extrême dignité. De quoi nous convaincre que les sauvages ne sont pas ceux que l'on pense ordinairement...

« L'hémisphère ouest est une réserve indienne et nous en sommes les gardiens »

SURVIVRE

TROIS cents soixante traités ont été passés entre les Etats-Unis et les nations indiennes, formellement reconnues souveraines, leur reconnaissant 15 % du territoire. Traités imposés par la force des armes, et sans cesse bafoués. De fait, les Indiens n'occupent plus que 1 % du territoire américain dans les conditions que l'on sait, mort lente dans les réserves, misère, alcoolisme (l'un des principaux fléaux introduit par les Blancs). Mais il ne faut pas croire que cela ne suffisait pas. Certes, la génocide a pris des formes moins flagrantes qu'au cours de la « glorieuse conquête de l'Ouest », mais on a stérilisé entre 1968 et 1974, 47 % des femmes indiennes, les Indiens emprisonnés servant de cobayes lors d'expérimentations médicales, et la législation répressive entend parachever l'ethnocide, l'assimilation forcée des Indiens au système, « américanisation », christianisation forcée, par le biais du système éducatif, l'exode vers les villes, etc.

C'est pourquoi la lutte présente des nations indiennes contre l'abrogation des traités par le gouvernement américain revêt à leurs yeux une telle importance : les réserves sont le seul lieu où les Indiens peuvent encore vivre, en dépit de tout, comme ils l'entendent, selon leurs traditions. Le seul lieu d'où ils peuvent revendiquer leur droit à la différence. On veut les leur arracher parce qu'elles se trouvent aujourd'hui parmi les terres les plus riches en pétrole, en uranium, mais les Indiens n'ont que faire de la loi du profit, et, luttant pour leur survie, ils luttent aussi pour la sauvegarde de la terre, contre la folie nucléaire.

Combat d'arrière-garde que le leur ? Voire... Certes, les Indiens ne sont guère qu'un million cenq cent mille, mais ces peuples apparement condamnés par l'histoire ont gardé avec leur environnement naturel un lien que toute « civilisation » a saccagé, et leur lutte nous concerne tous. Certes, ils sont aujourd'hui à la mode, les bijoux navajos se vendent fort cher dans les boutiques parisiennes, et la littérature les concernant — la pire comme la meilleure — prolifère. Mais cette résurgence, par-delà des engouements parfois douteux, est un signe des temps, l'un des indices les plus sûrs de la crise profonde du système impérialiste, de ses impératifs économiques, de ses valeurs. Comme le dit Jean Malaurie, parlant des Eskimaux, ces peuples massacrés, décimés, « acculturés » de force, ont rendez-vous avec l'histoire, en ce sens qu'ils mettent le doigt sur nos plaies, stigmatisant la folie blanche comme nul ne l'a jamais fait, avec ironie ou véhémence.

On peut estimer que porter la pipe sacrée à Washington en traversant les Etats-Unis à pied d'ouest en est est un acte purement symbolique. On peut estimer que faire appel au gouvernement américain pour qu'il respecte sa constitution, où à l'ONU pour qu'elle impose le respect des traités, est illusoire. Mais quel autre moyen ont-ils de se faire entendre ? Wounded Knee, en 1973, leur a coûté trop cher en vies humaines, aussi croient-ils dans le pouvoir des mots, font-ils tout ce qu'ils peuvent pour alerter l'opinion internationale. Et nous devons les soutenir dans ce combat, qui, quelque part, rejoint le nôtre. Il ne nous appartient pas de porter un jugement sur certains traits de leur culture qui peuvent nous choquer, pas plus que de leur donner des « leçons » politiques, ils n'en ont que trop reçues. Mais il est de notre devoir de populariser leur lutte, et nous avons, si nous nous donnons la peine de les entendre, beaucoup à apprendre d'eux.

Léa Chapignac

WALLACE Black Elk ne se soucie guère des questions qu'on lui pose : il raconte, longuement, le passé, le génocide, la violation des terres sacrées, témoigne de la philosophie indienne, il ironise sur les Blancs. Il parle sans s'interrompre, avec humour, avec colère, avec dignité surtout. Près de de lui, une valise éraflée qui contient la pipe sacrée, qu'il n'exhibe pas, il n'est pas là pour le folklore, comme tant d'autres qui, nous dit-il avec amertume, la mettent au mur, posent avec les Blancs et qu'on appelle « apples » (pommes), parce qu'ils sont rouges à l'extérieur et blancs à l'intérieur.

Ils stérilisent les femmes

« Fabriquer des choses destructrices et meurtrières, pour le génocide des Noirs, des Jaunes et de nous, les Rouges, c'est ce que font les chercheurs. Nous étions devenus une toute petite minorité, mais notre population a augmenté, et c'est devenu un problème pour leur monde et leur économie, qui consiste à faire de plus en plus d'argent. Nous, nous ne leur sommes d'aucune utilité, nous ne valons rien, nous ne produisons rien pour les compagnies, nous devons rester une minorité. Alors, ils fabriquent des germes pour nous rendre malades. Et puis, dans les hôpitaux, on pratique l'avortement, on ligature les trompes des femmes pour qu'elles n'aient plus d'enfants. Dans les écoles, les universités, maintenant, on donne la pilule aux jeunes, ces pilules contraceptives qui donnent le cancer. Même les Blancs attaquent les compagnies qui les fabriquent, se battent contre leurs propres opérations cliniques, mais les Indiens, quand ils vont à l'hôpital, on les stérilise pour qu'ils n'aient pas d'enfants... Les travailleurs sociaux parlent de l'aide à apporter aux enfants trop nombreux qui se retrouvent au chômage, sans éducation, mais la note serait trop lourde à payer, alors ils ligaturent les trompes des femmes, c'est ce qu'ils appellent le planning. Ils ont aussi un mouvement de libération des femmes, mais elles ne sont pas d'accord entre elles, certaines veulent prendre la pilule et se faire avorter, d'autres refusent, parce que ce n'est pas leur chemin naturel. »

« Pour les Indiens, enchaîne-t-il, la liberté c'est celle que nous avions avant

WALLACE BLAK ELK

Elan Noir

(photo Christian Weiss—Adja)

que le monde ne soit contaminé. Le mot n'existait pas, mais nous ne mourrions jamais, nous ne vieillissions jamais, nous n'avions jamais faim, parce que nous vivions avec l'esprit, que nous appelons Grand-Père, et notre Grand-Mère la Terre. Après, le monde fut contaminé, et la mort approche. Le Grand Esprit a dit alors au peuple de la Terre — les Indiens — qu'il allait se disperser dans le feun, la végétation, la roche, l'eau, dans les créatures qui volent, et qui nous aiderons à survivre à cette destruction totale. Ils ont stérilisé la terre, et maintenant ils essaient d'y pallier. Nous ne mangeons pas d'herbe, mais nos bisons sont comme des usines, ils mangent l'herbe et séparent les aliments, je mange leur chair et leur sang et j'en tire ma force, leur os nous servent d'outils...

...Mangent la terre...

Mais les scientifiques ont dit qu'il fallait nous débarasser des bisons et extraire directement les éléments des herbes. Ils ont domestiqué des vaches qui produisent le lait, la crème, le beurre, mais ils ont décidé qu'il coûtait trop cher de nourrir ces vaches, qu'il fallait s'en débarrasser, obtenir le lait à partir de l'herbe sans passer par la vache. Ils font du lait artificiel, maintenant, du beurre artificiel... Et puis, avant l'herbe, il y a la terre. Alors, ils analysent la terre, fabriquent des pilules et disent : voilà des œufs, du beurre.. Tu pourras bientôt te nourrir seulement de pilules... Les scientifiques, ils veulent manger de la terre, c'est ce que je leur ai dit. Quand je leur ai demandé pourquoi le monstre géant est venu manger les montagnes de la terre, ils n'ont pas compris ce que je voulais dire, mais je sais ce que je dis.

« ... Il y a beaucoup de choses que. je pourrais dire sur la technologie et la science, beaucoup de choses que nous ne savez pas et que je connais, parce que l'Esprit m'a éduqué et montré ce qui se passait. »

On n'en finirait pas d'énumérer les méfaits des Blancs, qui ont introduit dans la population indienne l'alccolisme, créé les conditions d'une aggravation de la criminalité, qui divisent pour mieux règner...

« Ils tiennent une croix et prêchent : « Tu ne tueras point, tu ne voleras point », mais en disant cela, ils prennent toute notre terre. Si la Bible dit vrai, et leurs dix commandements, le vol est un péché mortel. Donc, le pillage des terres de l'hémisphère Ouest est un péché mortel. Ils prennent le gaz, le charbon, l'uranium et s'en servent pour tuer les gens. Ils volent pour tuer. Ils ont essayé de détruire le feu et l'ont mis en boîte sous forme de bombe atomique. Ils s'amusent à détruire la végétation qui est pourtant sacrée...Nous avons le devoir d'éduquer les USA tout entier, je me retrouve avec 230 millions de gens sur les bras, pour les soutenir, les nourrir, les habiller. Mais ils ne nous disent ni merci ni bonjour, ils disent qu'il faut tuer ces satanés Indiens qui encombrent la voie, mais la pipe sacrée m'a demandé d'être généreux, j'ai été éduqué de façon à ne rejeter personne, pas même un chien malade et affamé »...

Nul ne sait qui nous sommes d'où nous venons

Après une courte interruption, Wallace Black Elk a repris le fil de son discours : « Nous sommes venus ici pour dénoncer les projets de loi qui visent à abroger les traités qui sont pourtant reconnus par la législation internationale, pour défendre le droit que nous avons à être ce que nous sommes. Si le Grand Esprit n'avait pas voulu nous faire Indiens, il nous aurait faits Blancs tout de suite. Les gens n'ont jamais compris d'où nous venions, nous sommes le peuple du mystère, nous avons été créés par un pouvoir mystérieux que nous appelons Grand-Père et la manière dont notre Grand-Mère la Terre s'est formée, dont elle donne naissance, n'a jamais été dite. Personne ne nous comprend réellement, parce que l'homme blanc nous a occupés trop longtemps, et pris tout ce qui nous avions de force. Quand nous sommes arrivés ici, nous avons été accueillis par les enfants et même par les adultes par des « Wou-ou-ou », on nous a mis en joue, comme dans les westerns — les westerns d'Hollywood, c'est tout ce qu'ils savent des Indiens. Les gens pensent toujours qu'on est mauvais, qu'on combat l'homme blanc, ils ne comprennent pas que nous avons tout simplement défendu notre terre, que nous voulons qu'on nous laisse tranquille, qu'on nous laisse vivre comme nous l'entendons, comme le Grand-Esprit l'a voulu. Pendant des années, les cow-boys ont occupé le devant de la scène, et ce fut comme si nous n'existions pas. Beaucoup de gens ignoraient la lutte que nous devons mener pour survivre, c'est pourquoi je représente ici mon peuple, ainsi que notre philosophie, qui est un fait, une vérité. Je pense que si les gens se réveillent, ils comprendront ce qui nous arrive, ce qui va leur arriver, à cause de leur science, de leur mode de vie, de leur technologie.

« Nous ne sommes pas ici pour changer leur mode de vie, mais pour leur faire comprendre qu'ils doivent se corriger eux-mêmes, leur dire la façon dont nous avons vécu pendant des siècles. Il font des théories sur nos origines, il y en a qui prétendent que nous sommes l'une des douze tribus d'Israël, arrivée là par l'Asie et le détroit de Behring, d'autres racontent que les continents se sont séparés, mais ce ne sont que des théories, elles ne sont pas prouvées, personne ne sait d'où nous venons, quel âge nous avons...

Il y 486 ans nous avons découvert Christophe Colomb...

« Il y a 486 ans, Colomb s'est perdu et nous l'avons découvert. Car ce n'est pas lui qui nous a découverts, c'est nous qui l'avons trouvé, alors qu'ils s'était perdu, il pensait aller en Inde, chercher des épices et de l'or, en évitant les pirates de la Méditerranée, puisque la terre était ronde, il pensait y arriver en passant de l'autre côté, pour revenir en Espagne sans se faire piller, lui qui était pillard. Mais il a perdu le cap et s'est perdu, plus tard, il a raconté qu'il nous avait découverts et qu'il avait découvert l'Amérique. Depuis, ils disent que nous sommes des Indiens, et c'est faux, puisqu'il n'était pas en Inde. Quand il a vu cette terre d'abondance, si belle, pas contaminée, le paradis, il a oublié complètement où il allait et il a décidé d'en rester là.

« Carter, en ce moment, parle des droits de l'homme, il est le champion des droits de l'homme, mais il ne parle jamais du droit des Indiens qui ont été violés en 1492, c'est là que tout a commencé. Comme des imbéciles, nous sommes allés vers eux le cœur ouvert, nous ne savions pas que nous invitions en même temps l'alcool, les fusils, la maladie, la mort. Pourtant, ils ressemblaient à des êtres humains, un peu plus poilus peut-être... Nous sommes allés vers eux, et voici ce que nous avons récolté... »

Ils ont l'arbre de la connaissance nous avons l'arbre de la vie

« Notre philosophie de base, c'est le feu, la végétation, la roche, l'atmosphère et l'eau. La terre est un don de notre Grand-Mère, elle nous a donné naissance et elle nous nourrit. Elle donne suffisamment pour nourrir tout ce qu'elle a créée, et nous sommes en relation avec elle, la lune, les étoiles, le solei. Dans l'hémisphère est, ils ont choisi l'arbre de la connaissance, ils voulaient connaître le bien et le mal, mais nous, nous avons l'arbre de la vie, et cet arbre est vivant et vert. Les chrétiens quand ils sont arrivés, ont dit que nous adorions les animaux, la lune, les étoiles, le soleil, que ce n'était pas bien et que nous devions croire en Jésus-Christ. C'est en quoi ils croyaient, en fait, ils n'y croyaient pas, sinon ils ne l'auraient pas tué. Ils ont pendu leur Jésus à un arbre, et depuis tout le monde l'a oublié. Ils ont essayé de savoir qui l'avait tué, et ils se sont blâmés les uns les autres, puis, il l'ont amené aux USA et ils ont dit : « Il est mort à cause de vous », comme si moi, j'étais complice de ce meurtre... Ici, chez nous, l'Esprit nous parle. Quand ils sont venus, ils ont vu la pipe sacrée et ils ont dit : « C'est juste un bout de bois et un morceau de pierre »... Heureusement, d'ailleurs, car s'ils avaient compris, ils nous l'auraient prise, mais ils l'ont regardée de travers. Mais je crois tout de même qu'il ne serait pas bien de notre part de ne pas les corriger, de leur dire que ce n'est pas seulement un bout de bois et un morceau de pierre...

« A la Conférence de Genève, quelqu'un m'a demandé si nous n'étions pas des cannibales, mais je pense que c'est le contraire, que c'est vous les sauvages, les cannibales, parce que vous mangez le sang et le corps de votre Dieu sous forme de pain et de vin. Chaque dimanche, vous le mangez, tandis que moi, je n'ai jamais mangé de votre sauvage. On m'a dit : « Mais, vous dites que vous êtes la nation du bison, et vous le tuez, vous mangez sa chair, vous buvez son sang. C'est la même chose... » J'ai répondu que non, nous, nous n'accrochons pas nos bisons à des arbres, le Christ, ils l'ont pendu à un arbre et ils ont refusé de le descendre, voici près de 2000 ans qu'il est pendu. Ils l'accrochent aux murs, ils le plantent sur des montagnes, là où ils disent que c'est sacré, ils le mettent à leur cou, à leurs oreilles, ils en font des bagues, des bracelets, nous, on ne croit pas à tout ça.

« Notre philosophie, la pipe sacrée viennent du Grand-Esprit au travers de la nation du bison, et ont été données au peuple rouge de l'hémisphère ouest pour communiquer avec l'univers. C'est ainsi que nous communiquons avec les éléments, les créatures rampantes et volantes, les mammifères... Ils ont découpé notre territoire sacré, ils ont la science, ils ont les fusils. Mais l'hémisphère ouest est une réserve indienne, nous en sommes les gardiens. Nous avons des langues différentes, mais nous avons le même esprit, nous parlons de la même manière, sur les mêmes fondements, le feu, la verdure, la terre, la roche, l'eau, tout ce qui vit, nous aidons les créatures vivantes et elles nous aident. Je vais en donner un exemple : il y avait une terre, et un lac au milieu. Le gouvernement est venu, et il a tracé une ligne. Il a dit : de ce côté, une réserve indienne, de l'autre des Blancs. Mais les poissons ne se sont pas souciés de cette ligne, ils vont d'un côté à l'autre, il n'y a pas de poisons qui se disent Indiens ou Blancs, et il en va de même pour les cerfs, qui sautent par-dessus les barrières. En faisant cela, ils nous disent quelque chose, ils nous disent que cette ligne n'est rien du tout... Avant que l'homme blanc n'arrive, nous n'avions pas de problème, ce sont les hommes blancs qui ont créé un problème, et maintenant, ils inversent les données, ils viennent nous demander quel est notre problème. Et nous, nous venons dire ici aux gens ce qui nous arrive à partir de leur problèmes à eux... »

Propos recueillis par Léa Chapignac

S.F.

Les ballets de Pékin. A cette soirée de gala donnée pour Pompidou, Chiang-Ching, dite aussi « la veuve Mao », portait une robe longue, néanmoins d'un style très classique et très militaire. On croit rêver ! (Photo Henri Bureau).

En direct d'ailleurs

UN des aspects essentiels de la science-fiction est le foisonnement de nouvelles qu'elle a suscité, réhabilitant ainsi un genre oublié par la « littérature sérieuse ». La nouvelle est un genre magnifique, d'abord elle est courte, elle permet toutes les audaces stylistiques et thématiques en accrochant simplement le lecteur sans avoir à le mener dans un voyage de longue haleine et enfin elle donne à un auteur la possibilité dans un même ouvrage d'aborder de nombreux thèmes.

Lecture « facile » donc, mais lecture prenante qui justifie le caractère populaire qu'elle revendique. En premier lieu, le livre de **Robert Sheckley, « Douces Illusions »** (Dimansions, Calmann-Levy), qui, derrière un ton badin et humoristique, cache une approche caustique d'une certaine réalité : dans ses récits, Sheckley présente divers aspects de l'illusion, à partir de l'axiome que la réalité ne peut être appréhendée, une vérité pouvant être trompeuse et l'illusion faire partie du réel. Je signalerai particulièrement la nouvelle intitulée « les Démons », où l'on voit un brave quidam kidnappé par un horrible suppôt de Belzebuth pour exiger un truc bizarre dont il ne sait pas lui-même en quoi cela consiste.

Le sens du commerce n'ayant pas de limite, vous apprécierez le dénouement du propos. Plus dense, plus « intellectualisée » mais pas forcèment plus réjouissante, l'anthologie de **Henri-Luc Planchat, « les Fenêtres internes »** (Christian Bourgois 10/18) à partir de la présentation de divers aspects de la fiction spéculative (succédané de la SF magnifiquement illustré par J.-G. Ballard) amène le lecteur à se demander pourquoi on classifie ces nouvelles dans la SF, posant ainsi les jalons pour une nouvelle approche de la SF. Mais l'abondance nuit peut-être au propos : la répartition non par thème mais par une certaine communauté d'intérêt noie peut-être le poisson. Les feux d'artifice éblouissent (Ballard, Silverberg) mais sont parfois mal appuyés par des seconds rôles : néanmoins, le refus de tout sectarisme fait qu'on côtoie des robots, des fantômes, des soucoupes volantes, Marilyn Monroe et Kennedy. Et puis : « Quand quelqu'un lira le livre et saisira l'image de ce monde (imaginaire), cela lui donnera une vision plus pénétrante de son propre monde, de lui-même et de la relation entre les deux. D'une certaine façon, cela ajoutera quelque chose à sa capacité d'affronter la réalité non pas en offrant des réponses toutes faites, mais en augmentant ses possibilités de compréhension, ne serait-ce qu'en lui donnant une flexibilité d'esprit, qui lui permettra de faire changer les choses », c'est Philipp K. Dick, qui le dit.

Dans un autre genre, plus classique, **Jean-Pierre Hubert** avec **« Mort à l'étouffée »** (éd. Kesselring) tente de renouveller la vieille guerre des étoiles en y glissant un zeste de politique. Vous prenez un monde clos dérivant dans l'espace à l'abri d'une bulle, vous y ajoutez des bureaucrates qui classent, des militaires qui se battent dans le vide, des marginaux de tout acabit, plus un chef mystérieux et méchant. Evidemment, ça se veut le chromosome de la société actuelle : une dénonciation en quelque sorte, malheureusement ça ne décolle jamais vraiment et les clichés sont toujours là (femme fatale, individu qui à lui tout seul met tout en l'air, etc.). La seule chose rigolote, c'est l'inversion des valeurs : un entonnoir déverse dans la bulle toute une série de produits venus de l'extérieur, on n'en profite pas, on classe. Pas société de consommation mais de classification, mais ne vous en faites pas, la révolution remettra les choses dans un cours plus normal. En résumé, un bouquin facile à lire, même s'il se disperse un peu et veut trop démontrer.

Yann Plougastel

S.F. EN

C'est une véritable bouffée d'évasion dans l'imaginaire que nous offrent Christian Bourgois et 10/18 en cette veille de vacances : jugez plutôt !

Lovecraft

Nous revient avec un recueil de lettres, présenté par Francis Lacassin, réellement infatigable... Pour ceux qui aimerait en savoir plus sur les diverses facettes de ce maître du fantastique, à qui nous devons « Dagon », « Démons et merveilles », et bien d'autres livres étranges et angoissants, et qui auront les moyens de se l'offrir (90 F).

Jules Verne

Avec « Cesar Cascabel », Francis Lacassin ajoute un nouveau titre à son exhumation d'œuvres méconnues de cetauteur prolifique. Il s'agit cette fois d'un voyage surprenant, déroutant, l'odyssée brinquebalante d'un roulotte de saltimbanques pendant 12 000 kilomètres, roman d'aventures, roman policier, parodie du théâtre de boulevard tout à la fois. Un Jules Verne pas comme les autres. (10/18.)

Gustave le Rouge

Si vous avez aimé les aventures du « mystérieux docteur Cornélius » (parmi tant d'autres), voici un autre livre de Gustave le Rouge, « le sous-marin Jules Verne »; duel entre le Jules Verne II et le Jules Verne I, qui a enlevé la fiancée de

La chronique du gourmand

L'arbre cache la forêt, mais la forêt se met en branle

LA dernière rubrique se terminait sur un point de suspension et sur le nom de Jean-Pierre Andrevon. Bien qu'involontaire, ce voisinage pouvait être hasardeux : le pointillé, ce qui remplit un espace d'une attente ou d'une question sans réponse, figure assez bien, au fond, ce qui anime Andrevon. De la lecture de « Paysage de mort » (1), recueil de nouvelles intimistes et désespérées, on sort plus habité par un sentiment d'incertitude que par celui d'un pessimisme définitif. Si les hommes sont faits comme des rats au fond de leur trou, au fond de leur fange, il y a dans la véhémence qu'Andrevon met à le dire et hurler, à le répéter et marteler, l'indice d'un sursaut.

Pas l'espoir d'un salut soudain et inespéré, pas même l'espoir que l'écriture pourrait un jour conjurer la fatalité, mais la certitude que si une feuille de papier blanc peut contenir ni plus ni moins que toute la misère des hommes c'est qu'effectivement cette mort et ces morts relèvent du « paysage ». L'arbre cache la forêt, dit-on, mais comme dans « Macbeth », la forêt se met en branle. Suspense...

En défense et en illustration de ce qu'il est convenu d'appeler désormais la nouvelle science-fiction française, Bernard Blanc, peu ou prou « leader » de la chose, publie avec « Pourquoi j'ai tué Jules Vernes » (2) la première somme critique et « théorique » de ce mouvement. Que cette publication ait lieu sous le signe du parricide est soit une provocation soit le résultat d'une lecture partielle ou hâtive (ou d'une non-lecture) de Jules Vernes. A supposer que l'ancêtre ne fut rien d'autre qu'un auteur de science-fiction, d'où viendrait la légitimité du meurtre ? Cette jeune science-fiction, ou cette littérature spéculative, qui depuis quelques années posent les jalons de la maturité qui devrait bien finir par arriver vient à peine de quitter les rives du balbutiement que, déjà, elle exclut, mime le totalitarisme, se prononce pour une norme et pour une loi. C'est par le détour de l'ultragauche que Jdanov fait sa réapparition ! Lorsqu'on l'avait mis à la porte, on n'avait pas pris garde que les fenêtres étaient restées ouvertes ! Nous avons été dans ces colonnes attentifs et critiques : attentifs au mouvement, critiques sur sa vision réductrice de la littérature et sur son sectarisme. Il n'est pas acceptable qu'une « école », qui n'a pas encore terminé ses propres fondations, éprouve déjà le délicieux plaisir de l'excommunication. Ce n'est plus Jules Vernes qui est cloué au pilori mais tous ceux qui, dans et autour de la science-fiction, ont d'autres thèses à proposer que celles du mouvement. Ceci étant dit, le travail effectué dans le second numéro « d'Alerte » prouve qu'au-delà de l'aveuglement polémique, Bernard Blanc et ses amis ont atteint une vitesse de croisière qui a toutes les raisons de les satisfaire. C'est sans doute le meilleur des cinq ou six volumes publiés. Au fait, on aura compris que Jean-Pierre Andrevon, dont la relation à ce mouvement n'est pas de totale adhésion, a si bien affiné ses écrits littéraires et sa conception du genre que sa voix résonne en une discordance précieuse dans l'unanimisme de « Pourquoi j'ai tué Jules Vernes ? ».

Beaucoup d'encre a coulé sur les rotatives depuis que les auteurs anglo-saxons ont été absents de cette rubrique. C'est un bon signe puisque cela démontre que ce qui se passe en France retient de plus en plus l'attention. De là à les oublier ! Mais il va falloir aller un peu vite. Dick tout d'abord puisque la première place lui sied. « Les Confessions d'un barjo » n'est pas un roman de science-fiction mais la chronique malicieuse et volontiers cynique d'une famille américaine moyenne, choisie arbitrairement parmi les millions d'autres semblables. Ce « drame petit-bourgeois » n'est pas fondamentalement différent de ce qui fascine Dick dans la science-fiction : le réel est équivoque, la vérité est plurielle. Les familles et les ruptures délimitent mieux que les aplats la teneur et la nature de toute vérité. Dick affûte au niveau du quotidien et de la « psychologie » le système qui lui permet de dévoiler les brisures de toute logique temporelle et romanesque dans la science-fiction. Que cette œuvre soit antérieure à plusieurs de ses meilleurs romans ne change rien à l'affaire. C'est une lecture qu'il ne faudra pas faire languir en cours de route car « Substance mort » est prêt de sortir à « Présence du Futur ». On murmure que c'est monumental. Heureux homme.

C'est essentiellement à titre de curiosité que l'on peut lire « Crise » (1) de Lester del Rey. Ce vieux routier de la toute première génération de la science-fiction américaine avait dans une nouvelle de 1942 décrit un accident survenu dans une centrale nucléaire. Remanié plus tard sous forme de roman, « Crise » doit à cette « prophétie » son actuelle traduction en français. Malgré une certaine balourdise psychologique, la crise en question est bien vue sur le plan technique mais, bien sûr, on n'y trouve guère la trace du débat actuel sur le nucléaire. Comme si cette faiblesse avait été durement ressentie par l'éditeur, le roman est accompagné de différents documents qui, eux, interviennent dans ce débat.

« Le Canal Ophite » (5) du jeune auteur américain John Varley, pratiquement inconnu en France, a de plus étranges et de plus nombreuses séductions. Proche de cet autre grand baroque qu'est Sam Delany, Varley allie ces deux qualités qui font les grandes œuvres de la SF, la capacité de dresser aussi bien et, comment dire, mine de rien, les larges pans d'un état futur du monde sans être pour autant démonstratif et celle de savoir focaliser l'attention minutieusement, sur des détails qui renvoient à la cohérence de l'ensemble. Ça fuse de tous les côtés à la fois, c'est brillant, c'est intelligent, c'est rare.

Piotr Gourmandish

(1) Denoël
(2) Stock
(3) Kesselring
(4) Laffont
(5) Calmann-Lévy

10/18

l'inventeur des deux navires, dans les eaux de la Méditerranée.

Stevenson

« La France que j'aime », c'est un véritable tour du pays par l'auteur du « voyage avec un âne à travers les Cévennes ». « Le bilan d'une intimité de vingt-cinq ans entre un Anglais et son pays d'adoption, auquel il ne cessait de penser, de l'autre bout du monde. »

J. R. R. Tolkien

Vous aviez peut être suivi avec passion, pour peu que votre raison militante n'aie pas tué en vous le rêve et le goût des contes de fée, l'épopée des Hobbit au fil des trois volumes du « Seigneur des anneaux » (poche). Pour les fans de Tolkien, voici une nouvelle fournée, tout aussi printannière et rafraîchissante que les précédents livres de l'auteur.

Pour ceux qui ont de l'argent (75 F, hélas...), voici le Silmarillion une histoire d'avant les Hobbit, la genèse et la lutte du bien et du mal revues et corrigées par Tolkin, chronique du début des âges, du temps d'avant les elfes, les nains et les humains (Christian Bourgois, éditeur). Mais si vous ne pouvez vous offrir le Silmarillion, il reste, du même Tokien, en 10/18, « les aventures de Tom Bombadil » le maître de la forêt, ou « faeries », une série de contes qui vous enchanteront, pour peu que vous consentiez à vous y laisser emporter.

télévision

tf1

12.30 Le francophonissime : jeu. **13.00** Journal. **13.45** Pour la jeunesse.

18.15 Visages du Canada

L'Ontario, la province la plus industrialisée du Canada et sa capitale Toronto. Les prairies.

19.10 Jeune pratique. **19.20** Actualités régionales.

19.40 Formations politiques : l'opposition
20.30 La vérité sur l'Atlantide

Alain Bombard nous racontera l'histoire de ce mythe qui remonte à Platon.

21.25 Super Stars à Vichy : plusieurs vedettes sportives s'affrontent dans des disciplines qui ne sont pas les leurs. **22.25** Tour de France.

22.35 Bruits de fêtes et sons de plaisir

Brigitte Carreau et Gérard Guérin nous racontent l'histoire des recherches, trouvailles, inventions, qui, durant la seconde moitié du XVIII[e] siècle, donnèrent naissance au clavecin, puis au piano.

23.05 Journal

2

14.00 L'homme qui valait trois milliards (série américaine). **14.55** Aujourd'hui magazine. **15.00** Tour de France, athlétisme. **16.30** Aujourd'hui magazine : les tubes de l'été. **18.00** Récré A 2. **18.40** C'est la vie. **18.55** Des chiffres et des lettres. **19.20** Actualités régionales. **19.45** L'heure d'été. **20.00** Journal.

20.45 Les Dossiers de l'écran : la passion du jeu

En France, 55 milliards sont engagés, dont l'Etat prélève jusqu'à 25 % dans les différents jeu d'argent chaque année, c'est cette effarante gabegie qui nous intéresse. Mais soyons sûr que ce n'est pas de cela qu'il sera question ce soir. Le débat, en effet, réunira deux anciens joueurs « repentis » dont un psychiatre examinera le « cas », deux femmes de joueurs qui diront leur enfer et un flic, directeur de la sous-direction des courses et des jeux.

23.15 Journal.

23.30 Petite musique de nuit

« Le Cygne » de Camille Saint-Saens par la pianiste Daria Hovora et le violoncelliste Frédéric Lodéon qui était bien occupé en Mai 1968.

FR3

18.35 Pour la jeunesse. **19.05** Télévision régionale. **19.20** Actualités régionales. **19.40** Tribune libre : l'Association française du fonds mondial pour la nature. Avec la participation de son président, Pierre Pfesser, du cinéaste Christian Zuber qui parlera de la défense du tigre et des océans, etc. **19.55** Flash Journal. **20.00** Les jeux de vingt heures

20.30 « La Louve solitaire »

Un film d'Edouard Logereau avec Danièle Gaubert, Julie Guiomar et Michel Duchaussoy.

Une cambrioleuse en collants et cagoule noire, piégée, est contrainte de travailler pour un flic et doit voler, dans une ambassade, un paquet de drogue, ce qui devrait permettre de confrondre une bande de trafiquants.

L'avis de Michel Lazslo : ces aventures policières qui cherchent leurs références du côté de Feuillade (le père de Lisidora, la vamp en collants noirs) passent pour la troisième fois en moins de 5 ans à la télévision. On comprend mieux pourquoi quand on sait que l'auteur des dialogues et l'adaptateur du film s'appelle Marcel Jullian.

22.05 Journal

rouge
quotidien communiste révolutionnaire 2 F

DERNIERE HEURE

ARMEE

Un appelé du 1er RI grièvement blessé

La nouvelle vient seulement de filtrer. Mardi dernier, deux soldats ont été blessés dans une forêt proche de Sarrebourg, alors qu'ils effectuaient une marche d'orientation. Ils traversaient un bois couramment fréquenté par des chasseurs. Un de ceux-ci, à l'affût des sangliers, a tiré sur le groupe des soldats. Il y a eu deux blessés. Yves Picardat a été transporté à l'hôpital dans un état critique. Le diagnostic des médecins reste, aujourd'hui encore, très réservé.

Ces soldat appartiennent au 1er RI, un de ces régiments d'élite où on apprend à tuer... et à se faire tuer. Là on prend des risques qu'aucun civil n'accepterait de prendre. « C'est le chasseur, le coupable » vont dire les galonnés, « l'armée est innocente ». Innocente, alors qu'elle fait manœuvrer une compagnie dans des forêts truffés de chasseurs ?

C'est la faute à pas de chance, nous dira-t-on, comme pour les soldats morts sous une avalanche, c'était la faute du mauvais temps ; pour ceux morts dans le tunnel de Chézy, la faute à l'obscurité... Mais l'armée, elle, a toujours les mains blanches !

Une conference de presse de la femme de Chtcharansky à Paris

« On liquide mon mari comme on le faisait en Allemagne Nazie »

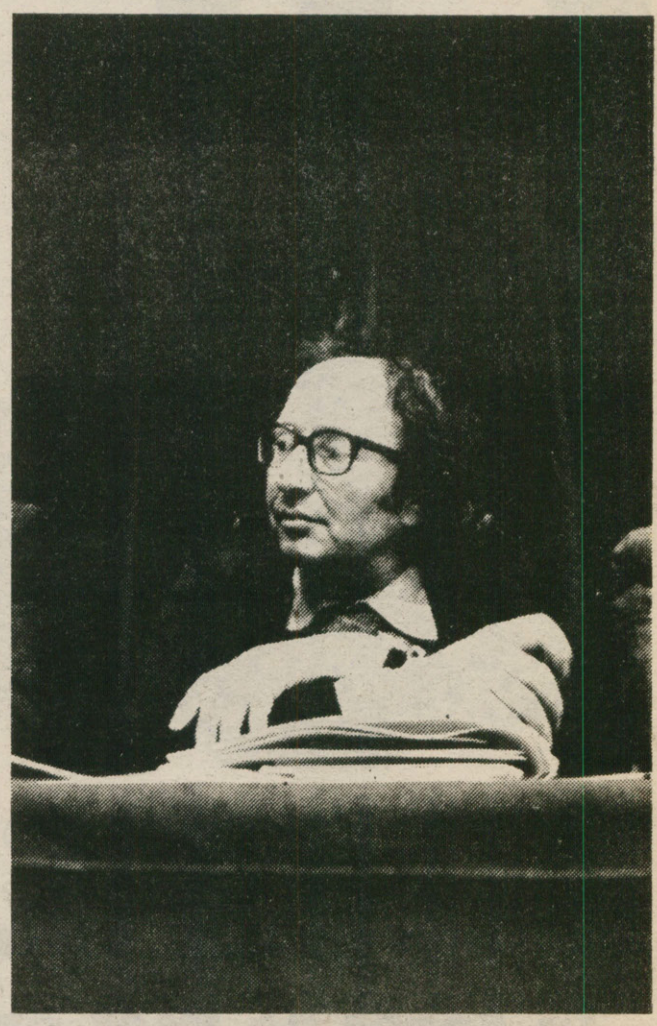
Nathalie Chtcharansky, l'épouse d'Anatole Chtcharansky, dont le procès s'est ouvert à Moscou, tenait, hier après-midi, une conférence de presse au siège de la Ligue des droits de l'homme. Remerciant différentes organisations pour avoir pris position en faveur de son mari, et « tout particulièrement François Mitterrand », Nathalie Chtcharansky a déclaré : « On liquide peut être mon mari à Moscou, victime d'un règlement de comptes. Des centaines d'agents du KGB empêchent l'accès au tribunal. Ce n'est pas un procès, c'est une mascarade qui ressemble à ce qui s'est passé en Allemagne quand Hitler est arrivé au pouvoir, liquidant des milliers de juifs dans l'indifférence. L'accusation d'espionnage portée contre mon mari ressemble à ce qui se passait en Allemagne. »

Les déclarations de Nathalie Chtcharansky avaient été précédées de celles de Mes Jacoby et Rappoport, ce dernier membre du PCF, avocats français du dissident. Me Jacoby souligna : « Le procès se déroule sans nous à Moscou. Nous avons pris pour règle de respecter la légalité soviétique et de garder secrètes les informations que nous avions. Puisque le procès ne sera pas équitable, puisqu'il se déroulera hors de la présence des journalistes, des avocats, des témoins, puisque Chtcharansky est déjà jugé, nous allons ouvrir le dossier et montrer que Chtcharansky est innocent, bouc émissaire à travers lequel on veut frapper le militant juif et le militant pour les droits de l'homme. »

Me Rappoport prenait alors la parole et dévoilait quelques-uns des témoignages faits devant huissier à Paris en juillet 1977 par plusieurs personnes qui venaient de quitter l'URSS. Il en ressort que les faits sur lesquels a porté l'instruction menée à Moscou contre Chtcharansky, n'ont jamais confirmé ni l'espionnage ni la trahison. Bien entendu, les témoins ont subi les classiques pressions pour « charger » Chtcharansky, étant mêmes invités à signer des dépositions qu'ils n'avaient pas faites.

« La défense n'a pu produire des témoins, ces pièces. Le procès n'est pas public et nous n'avons pas pu rejoindre Moscou. C'est un procès qui ne correspond même pas aux normes soviétiques plusieurs fois violées », a conclu Me Rappoport. Il est vrai qu'il n'est pas besoin d'en dire plus : le réquisitoire était suffisamment convaincant. Sur la culpabilité des bureaucrates soviétiques, bien entendu...

Georges Marion



L'avocat de Chtcharansky, Me Rappoport

• *Marée noire : un soldat témoigne dans « Tonnerre de Brest »*

Le numéro 18 de « Tonnerre de Brest », journal des comités de marins de Brest, est sorti. Un numéro épais avec un dossier sur la marée noire, et des articles sur le Mundial, le Tchad, l'armée française en Afrique et évidemment la campagne pour les transports gratuits et les permissions hebdomadaires.

Voici un extrait du témoignage d'un soldat qui a nettoyé les plages dans le cadre du plan Polmar : « Contre ces produits (les détergents) aucune protection n'était prévue. Là aussi, il fallu se débrouiller, les tenues utilisées étaient rarement imperméables. C'est donc avec une indicible joie que durant plusieurs semaines, il nous fut loisible de respirer quantité de poussière de craie et de caoutchouc. Au bénéfice de nos poumons. Nous pûmes également nous hydrater le visage et les mains grâce aux particules de dispersant ou autre, que le vent nous rapportait par embruns. Certains doutèrent des bienfaits de tous ces produits chimiques. En effet, nous pouvions constater qu'ils attaquaient efficacement la peinture et le vernis des coques. Et notre mauvaise foi qui fit que chaque matin nos visages avaient les traits tirés, ils ne pouvaient plus (ou difficilement) supporter l'eau chaude, nos yeux étaient rouges et notre peau ridée. (...) La rumeur d'un possible contrôle médical ne s'est jamais concrétisée. »

Elections sous état d'urgence en Bolivie

Les Boliviens ont participé ce dimanche 9 juillet aux premières élections générales organisées depuis le coup d'Etat du général H. Banzer en 1971. Ces élections doivent désigner le président et le vice-président de la République ainsi qu'une Assemblée constituante, composée de 27 sénateurs et 111 députés.

Il faut rappeler, à cette occasion, la situation qui a amené Banzer à avancer les élections, primitivement prévues pour 1980 : une situation économique précaire (le revenu moyen en Bolivie est de 2 000 F par an ! ; 7,50 F par jour pour les mineurs ; une inflation de 100 %, etc.) et le problème de l'amnistie des prisonniers politiques ont fait se développer une très importante opposition au régime militaire. Il y a quelques mois, les femmes des mineurs organisaient une grève de la faim qui s'étendit rapidement à 1500 personnes dans les églises et même à la Paz au siège de l'ONU et du journal « Presencia » ; les mineurs se solidarisent avec la grève, bientôt rejoints par d'autres secteurs industriels et les universités. Devant la puissance de la mobilisation et les revendications des grévistes, c'est-à-dire l'amnistie générale de tous les détenus et exilés politiques, la réintégration des ouvriers licenciés, le rétablissement des syndicats et le retrait de l'armée des zones minières sont pratiquement satisfaites.

C'est cette situation-là qui a obligé Banzer à concéder les élections générales ; cependant le « poulain » de l'actuel dictateur, le général J. Pereda Asbun, qui fut pendant 4 ans ministre de l'Intérieur, remportera certainement ces élections au vu de son soutien par les militaires, les forces de droite et de la presse, ainsi que de multiples fraudes constatées : certaines urnes ont été bourrées de bulletins de vote des candidats officiels, des bureaux de vote ont été déplacés sans avertissement et l'armée excerce une pression constante sur les électeurs ! Cela permet de juger du caractère démocratique de « l'ouverture » effectuée par les militaires. Les premiers résultats officieux donneraient 38 % des voix à Pereda, suivi de près par Herman Siles Zuazo, candidat de l'Union démocratique populaire (32 %), présenté par l'un des « fronts » de la gauche et soutenu par le Parti communiste, le Parti socialiste et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). Le MNR, ancien mouvement nationaliste, obtiendrait 15 % des voix.

On vous cache rien

• *Numéro spécial été de « l'Etincelle », pour les vacances*

Le Comité de rédaction de « l'Etincelle » informe que la parution de l'hebdomadaire est suspendue pendant les mois d'été, à compter du numéro 64 sorti le 22 juin. Un « numéro spécial été » paraîtra le 7 juillet avec une pagination plus importante comprenant un compte rendu de la Conférence nationale de l'OCT du 24 au 26 juin, une interview de Roger Pannequin, ancien membre du comité central du PCF, un dossier sur l'impérialisme français, un bilan des luttes sociales actuelles et une importante rubrique culturelle et loisirs. La parution régulière de « l'Etincelle » reprendra la première semaine de septembre avec une formule et une présentation différentes.

• *Après le comité directeur du PS*

Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort et responsable du CERES, a commenté, hier, la réunion du comité directeur du Parti socialiste. « Par rapport à la stratégie d'ouverture giscardienne, il faudra bien que le PS affirme très clairement qu'elle est sa perspective. On veut bien discuter, mais il ne doit pas y avoir d'ambiguité. Nous ne nous préparons pas à rentrer dans une future majorité au lendemain de la réélection, supposée triomphale, de Giscard d'Estaing en 1961. Du moins, ce n'est pas ce que nous disons », a-t-il précisé aux micros de RTL. « L'unité du Parti socialiste se réalisera par un accord passé entre les courants » et le « système de gouvernement monarchique » de l'actuel courant majoritaire du PS sera aboli puisque celle-ci n'existait que grâce à la perspective de la victoire et du pouvoir.

• *Augmentation des cotisations pour l'assurance-chômage prévue par Bergeron*

André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière et vice-président de l'UNEDIC, vient d'annoncer qu'il faudra revoir, fin septembre, la cotisation à l'assurance-chômage afin que ce régime paritaire puisse continuer à verser ses prestations. « De toute façon, les solutions seront trouvées et les chômeurs payés », a-t-il ajouté. Pour Bergeron, il est nécessaire d'envisager l'augmentation de la participation de l'Etat et le passage des préretraites à 63 ans à la Sécurité sociale et aux retraites complémentaires. « On n'échappera cependant pas à une certaine augmentation des cotisations », a-t-il enfin conclu, reprochant au patronat d'avoir annoncé « trop vite et trop fort » qu'il y était opposé ».

• *Saunier-Seïté est tenace*

Jacques Lesage de La Haye est enseignant à Paris VIII. Mais il a un casier judiciaire, aussi Mme Saunier-Seïté fait tout son possible pour lui interdire d'enseigner. Le président de Paris VIII avait pris le 16 juillet 1976 la décision de l'autoriser à enseigner. Saunier-Seïté a fait une requête en annulation. Depuis, la 10e chambre de la cour d'appel de Paris accordait à Jacques les bénéfices des dispositions qui permettent d'enlever du casier judiciaire la condamnation à huit mois de prison qui y était inscrite. Mais Saunier-Seïté prétexte de la date de ce jugement (le 4 mai 1977) pour maintenir sa demande d'annulation de la décision du président de Paris VIII prise antérieurement !

• *Une cinquième militante corse à la Cour de sûreté de l'Etat !*

Dans le cadre de la série d'interpellations opérées par la police en Corse sur ordre de la Cour de sûreté de l'Etat, une jeune femme qui était interrogée à Ajaccio à propos de la série d'attentats revendiqués par le Front de libération nationale de la Corse a été transférée hier matin à Paris. Elle va être présentée devant le juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat. Quatre personnes étaient déjà entendues devant le juge hier matin : il s'agit de Marie-Thérèse Pietri, Jean-Paul Nicoli, Toussaint Poggioli et Guy Orsoni.

LES HOMOS DE CLERMONT SE DEFENDENT

Les homos de Clermont en ont marre. Comme partout ailleurs, ils sont victimes d'agressions aux abords des lieux où ils se rencontrent. Ils ont donc décidé, avec le Groupe de libération des homosexuels, d'organiser leur autodéfense.

Le GLH de Clermont appelait, vendredi dernier, à une réunion publique, suite aux agressions qui se sont multipliés depuis quatre mois, notamment de la part de « loubards-rockers ». Un homosexuel a même du être hospitalisé suite aux coups qu'il a reçus. Les homosexuels ont donc décidé de mettre en place des piquets d'autoeféfense dans les tasses (pissotières). Attaqués, ils ont coursé leurs agresseurs. Les homosexuels de Clermont sont bien décidés à continuer dans cette voie.

Les homosexuels, en effet, ont la réputation de n'être pas capables de se défendre ; réputation souvent intériorisée. Alors que faire contre les agressions ?

Les homosexuels doivent se défendre eux-mêmes : souhaitons que l'exemple de Clermont soit contagieux.

• Le Centre du Christ libérateur, 3, bis rue Clairvaux, 75017 Paris, organise une permanence téléphonique « SOS-Homos, une voix qui écoute ». Tél : 627.49.36.